



# LE DEVOIR

VOL. XCIII N° 227

LE LUNDI 7 OCTOBRE 2002

87c + TAXES = 1\$



Des partisans du Parti des travailleurs de Luiz Inacio Lula da Silva manifestaient bruyamment leur enthousiasme hier, à Sao Paulo, à l'issue du scrutin.

## La présidence du Brésil échapperait de justesse à Lula au premier tour

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Brasilia — La victoire au premier tour de l'élection présidentielle semblait échapper de justesse hier soir au candidat de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, qui obtiendrait 49 % des voix, selon une estimation de l'institut IBOPE diffusée par la chaîne de télévision câblée Globo News.

Pour être élu au premier tour, le candidat du Parti des travailleurs (PT, gauche), qui fêtait hier ses 57 ans, doit obtenir 50 % des voix plus une. Néanmoins, la marge d'erreur de ce sondage est de 1 %, souligne l'institut IBOPE. Selon IBOPE, Lula serait suivi par le candidat du Parti de la social-démocratie brésilien-

ne (PSDB, centre gauche, au pouvoir), José Serra, 60 ans, avec 20 % des voix, qui semble ainsi bien placé pour être son adversaire en cas de deuxième tour.

Anthony Garotinho, 42 ans, ancien gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, candidat du Parti socialiste brésilien (PSB, gauche, populiste), obtiendrait 17 %.

Enfin, Ciro Gomes, 44 ans, candidat du Front travailliste (FL, coalition réunissant des partis allant de la gauche communiste à la droite modérée), est crédité de 13 %. Quelque 115 millions d'électeurs (la moitié sont des femmes) étaient appelés aux urnes hier au Brésil, le cinquième pays du monde par sa superficie et sa population. Un pays qui représente à lui seul environ 50 % de la superficie de

l'Amérique du Sud et la moitié de sa population.

Le vote s'est déroulé sans incident majeur et les bureaux de vote ont fermé normalement leurs portes à 17h dans tout le Brésil, sauf dans six États amazoniens en raison du décalage horaire, a annoncé le Tribunal supérieur électoral (TSE).

Entièrement informatisé, le scrutin a cependant pris du retard en raison de problèmes techniques avec certaines urnes électroniques qui ont dû être remplacées. Cela a provoqué de longues files d'attente devant certains bureaux de vote notamment à Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia.

VOIR PAGE A 8: BRÉSIL

## Jean-Paul II redore l'image de l'Opus Dei

*Le pape canonise  
le fondateur d'une  
organisation qui fut  
qualifiée de «sainte mafia»*

ÉRIC JOZSEF

CORRESPONDANT DE LIBÉRATION

Rome — Au terme d'un procès en canonisation éclair, le fondateur de l'Opus Dei («l'Œuvre de Dieu»), Josemaria Escriva de Balaguer, mort en juin 1975, a été élevé au rang de saint, hier à Rome. Béatifié il y a seulement dix ans, une seconde guérison miraculeuse lui a en effet été attribuée.

Devant 250 000 personnes, Jean-Paul II a ainsi célébré le prêtre aragonais né il y a cent ans, au cours d'une cérémonie réunissant de nombreux responsables politiques. Trois ministres du gouvernement espagnol de Jose Maria Aznar étaient présents place Saint-Pierre alors qu'en 1992, à l'occasion de la béatification, le socialiste Felipe Gonzalez n'avait dépêché que son ambassadeur près du Vatican.

Ecuménique, la délégation italienne comprenait le vice-président du Conseil (Alliance nationale) Gianfranco Fini et divers ministres du gouvernement Berlusconi accompagnés, entre autres, des démocrates de gauche Massimo D'Alema, ancien chef du gouvernement, et Walter Veltroni, maire de Rome.

VOIR PAGE A 8: OPUS DEI

## INDEX

|                   |    |                   |    |
|-------------------|----|-------------------|----|
| Annonces.....     | B5 | Idées.....        | A7 |
| Avis publics..... | B4 | Monde.....        | A5 |
| Convergence.....  | B7 | Mots croisés..... | B5 |
| Culture.....      | B8 | Météo.....        | B5 |
| Économie.....     | B1 | Religions.....    | B6 |
| Editorial.....    | A6 | Sports.....       | B5 |
| Fonds.....        | B2 | Télévision.....   | B7 |

## L'ENTREVUE

## Le conservateur de l'humanité

*L'ethnologue Emmanuel Désveaux dirige  
l'enseignement et la recherche au nouveau  
grand chantier muséal parisien*

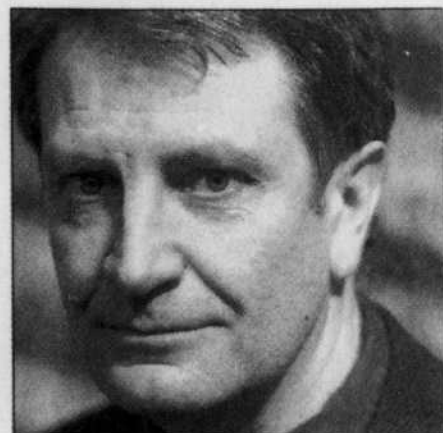
STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Cultiver un champ de blé, dans Paris, à deux pas de la tour Eiffel. L'idée seule sème le bonheur. La merveille graminée sera réalisée, en vrai de vrai, d'ici à 2005, à l'entrée du Musée du quai Branly, lui-même en gestation, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

Le projet d'un quart de milliard de dollars multiplie les propositions audacieuses. L'architecte Jean Nouvel a imaginé un écrin de pierres et de bois déployé sur 40 000 mètres carrés, arimé aux pignons d'immeubles haussmanniens, posé sur des pilotis répartis de façon aléatoire, culminant sur une terrasse perchée à plus de vingt mètres de hauteur. Un jardin de plusieurs hectares ceinturera le bâtiment, avec chênes et érables au nord, magnolias et cerisiers au sud, plus de 170 espèces au total. D'autres céréales pousseront sous l'immeuble. Il n'est pas bon que le blé soit seul...

Et tout ça pour quoi? Le temple de la culture, enveloppé de nature, absorbera et protégera les 250 000 objets du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme, les 25 000 du Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, des kilomètres linéaires d'archives. L'ensemble constitue l'une des collections d'ethnologie les plus riches du monde, une des mémoires de l'humanité.

«Nous allons montrer la pluralité, la diversité des cultures qui se trouvent ou se sont côtoyées à la surface du globe», résume Emmanuel Désveaux, directeur pour l'enseignement et la recherche du Musée du quai Branly, rencontré à Montréal alors qu'il inaugurerait un colloque de muséologie à l'UQAM. «Surtout, nous allons proposer une rupture radicale avec l'évolutionnisme, que ce soit celui du XIX<sup>e</sup> siècle, évident et assumé, ou l'évolutionnisme caché et plus



Emmanuel Désveaux

sournois du XX<sup>e</sup> siècle. Dans un musée ethnographique traditionnel, le visiteur adopte ce point de vue, qui fait passer de l'âge de pierre à l'âge postindustriel. Dans notre institution, on préférera aborder les cultures du point de vue de la totalité de leurs manifestations, l'idée d'évolution, tributaire de la technique, étant devenue complètement obsolète dans le contexte actuel.

Il n'y a pas de progrès en art ou en culture. Mahler ne vaut ni plus ni moins que Bach. Il faut des ordinateurs pour venir à bout des systèmes de parenté hypercomplexes des Aborigènes d'Australie. Les Indiens de la côte Ouest du Canada ont développé des modes de représentations très sophistiqués, tout en ignorant une technique aussi simple que la poterie.

«L'art sera la porte d'entrée, le pont vers la présentation de la diversité des cultures, de toutes les cultures, de toutes les sociétés mises de plain-pied à égalité», dit le muséologue,

VOIR PAGE A 8: DÉSVEAUX

## Dutil torpille une idée clef de l'ADQ

*Un taux unique  
d'imposition serait  
inéquitable,  
dit le président  
de Canam-Manac*

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Drummondville — Le chef de l'Action démocratique du Québec Mario Dumont a été plongé dans l'embarras hier à la clôture de son congrès. Le président de la campagne de financement de l'ADQ, l'homme d'affaires Marcel Dutil, a dit désapprouver le projet d'un taux unique d'imposition qu'il juge inéquitable.

Après deux jours de congrès sur le thème de la santé, la déclaration du p.-d. g. de Canam-Manac a visiblement indisposé M. Dumont. Depuis déjà quelques jours, le chef adéquiste tentait tant bien que mal de minimiser l'impact de sa valse-hésitation sur le dossier du taux unique d'imposition (*flat tax*) qui est pourtant l'idée maîtresse du programme fiscal de l'ADQ.

Sur la défensive en conférence de presse, le chef adéquiste a tenté à plusieurs reprises d'éluder la question, se sentant toutefois obligé d'affirmer qu'il ne se «défilait» pas.

VOIR PAGE A 8: DUTIL

Lire aussi en pages A 2 et A 3:

- Charest concentre son tir sur Dumont
- Santé: le plan de l'ADQ est adopté
- L'ADQ compte amasser 4 millions

## PERSPECTIVES

## Couac

O n a beau savoir que les hommes d'affaires sont à la politique ce que les éléphants sont à la porcelaine, leur maladresse ne cesse d'étonner. Après deux semaines difficiles, Mario Dumont avait besoin d'un bon congrès pour se remettre en selle. Et voilà qu'il se termine sur un lamentable couac. Imaginez, le financier en chef de l'ADQ estime que le taux d'imposition unique, qui est au centre de son programme, favoriserait indûment les riches. Mieux encore, il le dit.

M. Dumont ne cesse de dénoncer les «idéologies bornées» de ceux qui s'opposent au virage à droite qu'il propose. C'est comme si Marcel Dutil lui avait brutalement présenté un miroir. S'il y a présentement dans le paysage politique québécois des gens qui souffrent d'aveuglement idéologique, ce sont bien les adéquistes. Il suffit de lancer les mots «étatisme» ou «bureaucratie» pour les faire monter aux barricades. Merveilleuse illustration de la paille et de la poutre.

Il serait nettement abusif de parler de débat pour qualifier les échanges auxquels a donné lieu l'adoption du volet santé du programme de l'ADQ.

VOIR PAGE A 8: COUAC

## LE MONDE

**Superpétrolier en  
perdition au Yémen:  
Paris hésite à parler  
d'un attentat**

■ À lire en page A 5

Michel  
David

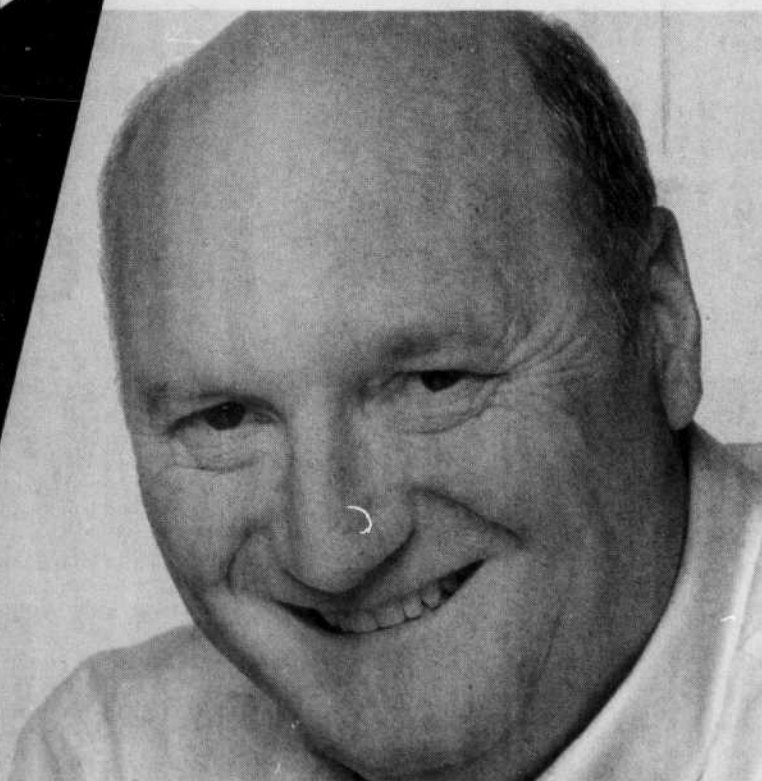


# Lamarche

LES IDÉES CLAIRES,  
dès 9 h 30.



## CKAC 730



LE GRAND BULLETIN,  
dès 11 h 30.

## Léveillé

A 2

LE DEVOIR, LE LUNDI 7 OCTOBRE 2002

## • LES ACTUALITÉS •

Financement des soins de santé

### Charest concentre son tir sur Mario Dumont

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Jean Charest a concentré son tir sur Mario Dumont, hier à Lachute, enjoignant au chef de l'ADQ de chiffrer ses engagements dans le domaine de la santé.

Soulignant au trait rouge les multiples contradictions de M. Dumont — «il veut nous faire croire qu'il est fédéraliste à Toronto et souverainiste au Saguenay» — le chef libéral a fait part de son étonnement devant les promesses de son adversaire. «Il propose une trentaine de mesures pour augmenter les dépenses dans la santé. Ben, j'ai une question à poser aujourd'hui à M. Dumont et à l'ADQ. Comment et combien? Mr. Dumont, show me the money», a lancé M. Charest devant quelque 400 partisans réunis au Club de golf de Lachute pour le lancement de la campagne de David Whissell, député et candidat du Parti libéral du Québec (PLQ) dans Argenteuil.

L'ADQ a adopté en fin de semaine un programme sur la santé qui mise à la fois sur la stabilisation du budget à ses proportions actuelles et sur l'ouverture du réseau au secteur privé. M. Charest prête à son adversaire l'intention de créer «un système pour les riches et un pour les autres». Il se demande par ailleurs comment l'ADQ arrivera à stabiliser le budget de la santé tout en améliorant les services. Selon lui, l'ADQ et son chef sont «prêts à dire et à faire n'importe quoi».

Le chef libéral a pris un malin plaisir à comparer les propositions de son parti, chiffrées et validées par sept experts, à celles de l'ADQ, qui ne contiennent «pas un seul chiffre». «Est-ce que vous pensez qu'on peut prendre au sérieux un chef ou un parti politique qui se contredit d'un jour à l'autre selon son auditoire, qui est incapable de chiffrer aucun de ses engagements, qui nous dit qu'il ne dépensera pas plus d'argent, mais qui propose d'en dépenser 30 fois dans son programme?», s'est interrogé M. Charest.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Mr. Dumont, show me the money», a lancé le chef libéral Jean Charest devant quelque 400 partisans réunis au Club de golf de Lachute.

Les libéraux ouvriraient également la porte au privé dans des domaines comme les cafétérias, les buanderies ou les cliniques médicales affiliées, mais à la condition que les patients n'aient pas un sou à débours. Le PLQ n'acceptera jamais un système «où les soins que vous recevez sont déterminés directement par l'épaisseur de votre portefeuille», a réitéré Jean Charest.

M. Charest a enfin rejeté l'idée

du taux unique d'imposition défendue par l'ADQ, un système représentant «une claque à la classe moyenne et une diminution d'impôts pour les riches». Il se demande encore une fois, de Mario Dumont ou de Marcel Dutil (président de la campagne de financement), véhicule la position véritable de la formation en matière de fiscalité. «Au parti de l'ADQ, il n'y a rien qui se tient plus de deux jours consécutifs.»

### Les adéquistes adoptent leur plan d'action en santé

Claude Castonguay et le Dr Réjean Thomas, des invités fort remarquables

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Sans grands débats et amendements, le plan d'action en santé de l'ADQ a été adopté quasi intégralement par les quelque 1000 militants du parti réunis en congrès ce week-end à Drummondville. Vraisemblablement, l'Action démocratique du Québec misait davantage sur la présence d'un ancien ministre libéral, Claude Castonguay, et d'un ex-candidat péquiste, le Dr Réjean Thomas, pour promouvoir l'adoption de son programme en santé.

Ce nouveau programme ouvre toute grande la porte au privé

pour offrir des soins à ceux qui ont les moyens de se les payer. Entre autres, un gouvernement adéquiste décentraliserait le système de santé, régionaliserait les budgets, abolirait les Régies régionales, augmenterait le nombre de places dans les programmes de formation en santé et élargirait le champ de pratique des infirmières.

Même s'il a été décrit comme une «révolution», le plan d'action n'a pas mené aux débats de fond escomptés entre les membres du parti. Rien ou presque n'a été discuté au sujet de l'égalité des citoyens devant la maladie, l'accès aux soins pour tous ou l'encadre-

ment du privé au sein du système de santé. Lors de la tournée régionale du comité santé, présidé par le Dr Stephen Morgan, «les membres ont eu l'occasion de se prononcer là-dessus», a répliqué hier le chef de l'ADQ, Mario Dumont. Néanmoins, les 23 propositions du plan d'action intitulé *En santé autrement* ont été adoptées avec une forte majorité au terme de discussions plus techniques que profondes.

Malgré tout, deux invités fort remarquables ont estimé que l'ADQ avait le mérite de lancer le débat sur la contribution du privé, trop souvent relégué aux oubliettes en raison de «blocages idéologiques». Claude Castonguay, ex-ministre libéral et père de l'assurance-maladie, a déploré samedi que «dès qu'on prononce le mot privé, les gens pensent à un système à deux vitesses, un pour les riches et un pour les pauvres». Celui qui a créé en partie le système public actuel croit qu'il faut trouver une autre façon de faire, en maintenant le système public mais en le complétant, ce qui rejoint le programme adéquiste. Cependant, il a souligné le fait que le programme est «perfectible»; pour lui, l'apport du système privé «devrait être plus encadré que dans le document».

De son côté, le Dr Réjean Thomas, ancien candidat péquiste et président de la clinique L'Actuel, a avancé qu'un «système à deux vitesses» se développe déjà «au noir» alors que des cliniques privées offrent des services aux mieux nantis. Le programme adéquiste est un «diagnostic intéressant», a-t-il dit, tout en précisant que son intervention au congrès de l'ADQ n'était pas partisane.

EN BREF

#### Roger Godin candidat du Bloc

(PC) — Roger Godin a été élu, hier, pour représenter le Bloc québécois à l'occasion de la prochaine élection complémentaire de la circonscription de Berthier-Montcalm, dans Lanaudière. M. Godin est maire de Saint-Liguori et préfet de la MRC Montcalm. Il l'a emporté aux dépens de deux autres candidats, Stéphane Leblond et Claire Juneau-Poliquin. La circonscription est sans député depuis le départ de Michel Bellehumeur.

| LOTO QUÉBEC                                                                                                                                                                        |            | Résultats                   |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------------|------------|
| Tirage du 2002-10-05                                                                                                                                                               |            | TVA, le réseau des tirages  |            |
| GAGNANTS                                                                                                                                                                           |            | LOTS                        |            |
| 6/6                                                                                                                                                                                | 2          | 1 000 000,00 \$             |            |
| 5/6+                                                                                                                                                                               | 7          | 77 288,60 \$                |            |
| 5/6                                                                                                                                                                                | 286        | 1 513,30 \$                 |            |
| 4/6                                                                                                                                                                                | 14 553     | 57,00 \$                    |            |
| 3/6                                                                                                                                                                                | 251 675    | 10,00 \$                    |            |
| Ventes totales:                                                                                                                                                                    |            | 13 607 897 \$               |            |
| Prochain gros lot (appr.):                                                                                                                                                         |            | 2 000 000 \$                |            |
| SÉLECTIONS BONIS                                                                                                                                                                   |            | GAGNANTS                    |            |
| 06 08 16 19 27 31                                                                                                                                                                  | 1          |                             |            |
| 05 06 11 29 33 36                                                                                                                                                                  | 1          |                             |            |
| 07 15 18 21 29 40                                                                                                                                                                  | 1          |                             |            |
| 01 11 25 34 38 42                                                                                                                                                                  | 0          |                             |            |
| 01 20 27 32 35 46                                                                                                                                                                  | 0          |                             |            |
| 08 10 19 28 33 44                                                                                                                                                                  | 1          |                             |            |
| GAGNANTS                                                                                                                                                                           |            | LOTS                        |            |
| 6/6                                                                                                                                                                                | 0          | 1 000 000,00 \$             |            |
| 5/6+                                                                                                                                                                               | 2          | 25 000,00 \$                |            |
| 5/6                                                                                                                                                                                | 32         | 500,00 \$                   |            |
| 4/6                                                                                                                                                                                | 2 112      | 50,00 \$                    |            |
| 3/6                                                                                                                                                                                | 31 079     | 5,00 \$                     |            |
| Ventes totales:                                                                                                                                                                    |            | 623 598,00 \$               |            |
| GAGNANTS                                                                                                                                                                           |            | LOTS                        |            |
| 7/7                                                                                                                                                                                | 1          | 5 000 000,00 \$             |            |
| 6/7+                                                                                                                                                                               | 2          | 124 389,50 \$               |            |
| 6/7                                                                                                                                                                                | 85         | 2 560,90 \$                 |            |
| 5/7                                                                                                                                                                                | 5 110      | 152,10 \$                   |            |
| 4/7                                                                                                                                                                                | 112 364    | 10,00 \$                    |            |
| 3/7+                                                                                                                                                                               | 105 089    | 10,00 \$                    |            |
| 3/7                                                                                                                                                                                | 940 581    | Participation gratuite      |            |
| Extra Tirage du 2002-10-04                                                                                                                                                         |            | Extra Tirage du 2002-10-05  |            |
| NUMÉRO                                                                                                                                                                             | LOT        | NUMÉRO                      | LOT        |
| 407440                                                                                                                                                                             | 100 000 \$ | 111342                      | 100 000 \$ |
| Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité. |            |                             |            |
| Si vous avez un problème de jeu...                                                                                                                                                 |            | MISE SUR TOI 1 866 505 JEUX |            |



# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS



Chantal Hébert

### Le 6<sup>e</sup> parti

Il y a désormais six partis à la Chambre des communes. Cinq d'entre eux sont reconnus officiellement, mais c'est le sixième qui va déterminer la dynamique de la fin de règne de Jean Chrétien. Si la tendance observée à l'occasion de la rentrée parlementaire se maintient, le premier ministre va trouver le temps long d'ici à son départ.

Ce ne sont pas les partis d'opposition — dont deux sont en quête d'un nouveau chef tandis que les deux autres se cherchent une vocation susceptible de les reconnecter à un plus grand nombre d'électeurs — qui vont forcer les libéraux à serrer les rangs. En l'absence d'une menace externe, le caucus du gouvernement se sent les coudées franches pour manifester son indépendance par rapport à un chef dont l'isolement se confirme à chaque jour davantage.

À cet égard, il y a des pieds de nez qui ne trompent pas. L'absence remarquée mardi d'une centaine de députés du gouvernement à l'occasion de l'intervention du premier ministre dans le débat en réplique au discours du trône est de ceux-là.

Au parlement fédéral, ce débat a valeur de grande messe. C'est le genre de passage obligé que, normalement, seul un cas de force majeure permet d'escamoter. Dans cet esprit, les alliés, y compris l'ancien chef Stockwell Day, s'étaient mobilisés pour assister au discours inaugural de Stephen Harper.

Quant à M. Chrétien, il s'agissait de sa première intervention aux Communes depuis qu'il a annoncé son départ à la fin de l'été. C'était également la première occasion qu'il avait de mettre un peu de chair sur les os des phrases creuses du discours de la veille. Dans le passé, le premier ministre s'était souvent réservé des morceaux juteux du menu législatif pour consommation dans son discours du lendemain.

Mais si Paul Martin s'était déplacé pour entendre de vive voix combien d'initiatives le premier ministre a l'intention de mettre en chantier avant de prendre sa retraite, la plupart de ses collègues-députés avaient choisi de voter avec leurs pieds en restant dans leurs bureaux.

Sans le conseil des ministres, conscript au grand complet pour l'événement, l'auditoire du premier ministre aurait été principalement composé de députés d'opposition.

En plus d'entourer M. Chrétien, les membres du cabinet lui ont servi de claque, donnant plus souvent qu'à leur tour le signal des applaudissements aux trois douzaines de simples députés libéraux présents. (25 de ceux-là étaient officiellement «en devoir» en Chambre ce matin-là.)

Pour quiconque fréquente assidûment l'enceinte de la colline parlementaire, les dizaines de sièges libéraux restés vides pour ce discours en disaient long sur l'état du leadership de M. Chrétien.

Même avant qu'il n'officialise son départ, le premier ministre avait perdu la loyauté de plusieurs députés libéraux. Les choses ne se sont pas améliorées depuis qu'ils sont certains qu'il va partir. A tort ou à raison, la plupart de ceux à qui M. Chrétien n'a pas fait la grâce d'une place au cabinet entendent des jours meilleurs sous le prochain règne.

L'autorité de M. Chrétien sur ses ministres est également en déclin. Seule la solidarité ministérielle assure que ses membres ne manifestent pas aussi publiquement leurs états d'âme que les autres députés.

Mais cette règle ne survivra pas longtemps dans le climat corrosif actuel. Ces jours-ci, il ne manque déjà pas d'aspirants présumés au leadership pour faire entorse au secret ministériel pour dire du mal de Paul Martin, en l'accusant par exemple de tenir un discours différent comme candidat de celui qu'il avait à la table du cabinet.

D'autres éventuels concurrents au leadership en veulent au premier ministre pour l'interdit de faire campagne qu'il leur impose depuis plusieurs mois. Ce faisant, estime-t-on généralement dans les autres camps, Jean Chrétien pipe les dés de sa succession en faveur de M. Martin.

Le débat du cabinet sur Kyoto a déjà mis en évidence des divisions ministérielles qu'on n'aurait pas l'occasion de voir aussi publiquement dans un gouvernement où prévaudrait la discipline normale.

Ces divisions ne sont qu'un avant-goût du débat féroce qui entourera la préparation du budget de février prochain. L'intention avouée du premier ministre de faire disparaître des programmes existants pour financer son ultime menu législatif promet de faire des flammèches parmi ceux qui feront les frais de cet exercice.

Le ministre fédéral des finances John Manley, à qui on impute des ambitions au leadership, sera particulièrement mal placé pour faire des arbitrages.

En attendant, la tenue d'un débat spécial sur l'Irak a donné lieu à une foule de déclarations libérales d'une franchise décapante pour les relations canado-américaines. Ce débat ne lie pas le gouvernement, mais il a amplement démontré que M. Chrétien marche sur des œufs chaque fois qu'il semble se rapprocher des positions américaines sur l'hypothèse de frappes militaires contre l'Irak.

Sur un front plus intérieur, des députés libéraux ont déclaré la guerre aux nouvelles règles d'éthique que voudrait instaurer le premier ministre, jugeant qu'elles font d'eux les boucs émissaires des problèmes de comportement de ses ministres.

Tout cela en une semaine! Dans un certain sens, c'est comme si Jean Chrétien était désormais à la tête d'un gouvernement minoritaire.

L'instinct de survie dicte aux députés libéraux de ne pas renverser leur propre gouvernement d'ici à son départ, mais la première semaine de travaux parlementaires a amplement démontré que les façons de mettre des bâtons dans les roues d'un gouvernement ne manquent pas, surtout quand on agit de l'intérieur.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Campagne de financement

## L'ADQ compte amasser 4 millions

Guy Laforest est élu président de l'exécutif

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Drummondville — Quatre millions de dollars. C'est l'ambitieux objectif que s'est fixé le président de la campagne de financement de l'Action démocratique du Québec, Marcel Dutil. Ambitieux, puisqu'il n'y a pas si longtemps, le parti n'était même pas parvenu à amasser assez d'argent en contributions pour disposer d'un autocar en campagne électorale.

Pour les prochaines élections, M. Dutil travaillera vraisemblablement à ce que le chef Mario Dumont se

balade en province à bord d'un autocar, comme les autres chefs de parti, et pas dans une fourgonnette. La cote de popularité de l'ADQ auprès de la population favorisera la récolte des quatre millions, parie l'homme d'affaires beauceron. «Il y a 125 circonscriptions, il y a une organisation partout qui est en place, il y a des gens qui s'impliquent et qui mettent la roue à l'épaule [sic] et avec tout ça ensemble, ça devrait être assez facile [d'amasser cette somme]», a lancé aux journalistes le président de Canam Manac à la clôture du congrès de l'ADQ, qui s'est tenu ce week-end à Drummondville.

Que les opportunistes se le tiennent pour dit:

Un parti en pleine mutation

## Les nouveaux militants ne font pas peur aux anciens

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Drummondville — Débarrassée de l'étiquette de tiers parti, l'Action démocratique du Québec, qui cherche à incarner le changement, a rejoint en fin de semaine les vieux partis sur certaines façons de faire.

Tout comme ses adversaires, l'ADQ a accueilli quelque 1000 militants pour son congrès, ce qui témoigne d'une croissance décollée depuis le printemps dernier. Mais on y trouvait peu de gens d'affaires et une minorité de femmes. En revanche, on comptait beaucoup de jeunes chez les congressistes ainsi que des figures plus ou moins connues gravitant tantôt dans le monde municipal tantôt dans d'autres partis.

Le fondateur de l'ADQ, Jean Allaire, ne s'inquiète guère de l'arrivée de ces nouveaux militants que

d'aucuns voient d'avantage comme des arrivistes. «C'est dans la nature humaine. La politique est un terrain glissant. On est capable de vivre avec ça», a affirmé M. Allaire.

L'avocat Jacques Gauthier, lui aussi à l'origine de la création de l'ADQ, a souligné qu'il s'agit d'un phénomène quasi sportif de vouloir faire partie de l'équipe qui a une réelle possibilité de gagner. «Je trouve très difficile de remettre en question les motivations des gens. Moi, je préfère regarder leur apport. On essaie de procéder par addition. Mais c'est vrai qu'il y a des carriéristes dans toutes les organisations. Plus dans celles qui ont du succès. C'est donc bon signe pour nous», a expliqué M. Gauthier.

Une armée de bénévoles a participé à la logistique du congrès. Et le chef Mario Dumont a fait son entrée accompagné d'une chanson-thème dans laquelle on dit vouloir rêver et gagner autrement ainsi

que toucher les consciences et inspirer l'espoir autrement.

Mais c'est avec le même réalisme politique auquel sont confrontés tous les partis politiques, que l'ADQ apporte des nuances à ses idées initiales. À l'ADQ, on se défend d'adapter le discours sur quoi que ce soit.

«Il y a un sens plus aigu de "légitimité" de l'ADQ. Il faut donc aller plus loin que dans les grands principes. On est en train de faire un programme d'un possible gouvernement de l'ADQ. Ça impose une obligation d'être plus studieux qu'on ne l'était il y a trois ans. Ce n'est pas un recul. C'est de la précision, de la définition», a soutenu Jacques Gauthier.

Jean Allaire renchérit: «On ne peut pas tout faire en même temps. Si on essayait de vous faire croire qu'on est capable de réaliser tout ce qu'on a dit dans le programme, les gens diraient: "un instant!" Il faut donc prioriser aujourd'hui.»

M. Dutil compte bien ne rien promettre à qui que ce soit en échange d'une contribution à la caisse du parti. «Je peux vous assurer qu'il n'y aura pas une cenne que je vais accepter à laquelle il va y avoir une condition», a déclaré celui qui connaît Mario Dumont depuis cinq ans et qui a récemment été dépêché par le chef de l'ADQ pour se charger de sa campagne de financement.

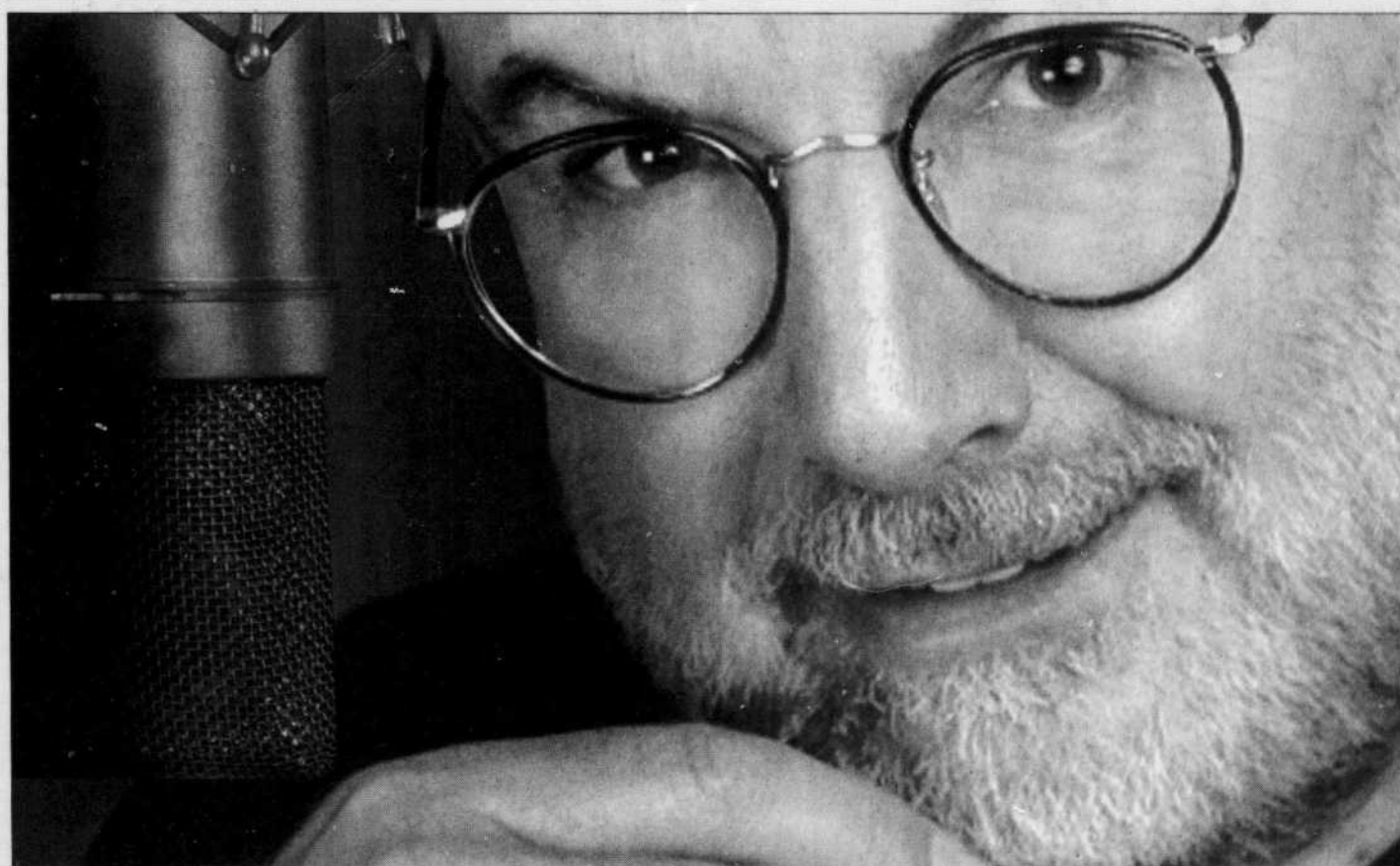
Le congrès a également été l'occasion pour le parti de faire élire de nouveaux membres au sein de son exécutif. Sans grande surprise, le politologue Guy Laforest a remporté la course à la présidence contre François Bergeron. Le professeur en sciences politiques de l'Université Laval figure parmi l'entourage de l'ADQ depuis les débuts du parti et remplacera Isabelle Marquis, qui a occupé le poste pendant un peu plus de deux ans.

Quatre nouveaux vice-présidents ont été élus: Éric Duhaime, autrefois attaché de presse de l'ex-chef allianciste Stockwell Day et ancien conseiller au Bloc québécois; Patricia Saint-Jacques, enseignante au secondaire et porte-parole de l'ADQ en éducation; Eugénia Roman, ex-candidate de l'Alliance canadienne et première membre d'une communauté culturelle dans l'histoire du parti à figurer au sein de l'exécutif; Michelle Boulianne, candidate de l'ADQ dans Jonquière aux élections d'octobre 2001, où le parti avait remporté 20 % des voix, premier véritable signe de la montée de l'ADQ.



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont.



## HOMIER-ROY ALLUME LA VILLE



en semaine

Réalisation: Louise Carrière

www.radio-canada.ca/bienmeilleur





## • LES ACTUALITÉS •

## Les syndiqués de Ford acceptent une convention de trois ans

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les employés syndiqués de Ford du Canada ont ratifié au cours du week-end, dans une proportion de plus de 90 %, une nouvelle convention collective d'une durée de trois ans.

Les travailleurs de la production ont voté à 92 % en faveur du nouveau contrat, et les ouvriers spécialisés l'ont appuyé à 96 %. Les employés de bureaux ont également voté massivement en faveur de l'entente, a fait savoir le syndicat dans un communiqué publié hier.

Pour les syndiqués, la sécurité d'emploi constituait l'enjeu principal, a rappelé le président des Travailleurs canadiens de l'automobile, Buzz Hargrove. En votant en faveur de l'entente, les syndiqués ont démontré leur confiance envers le comité de négociation, qui a travaillé fort pour répondre à leurs attentes, a ajouté M. Hargrove.

La nouvelle convention est basée sur l'entente de principe conclue le 30 septembre entre la manufacture et le syndicat. Elle reproduit les hausses de salaires obtenues dans l'entente-cadre signée plus tôt avec General Motors du Canada.

Selon les nouvelles conventions collectives conclues chez Ford et GM, les employés obtiennent des hausses de leur salaire de base de 3 % pour chacune des deux premières années de la convention, et de 2 % la troisième et dernière année, ce qui porte le salaire des ouvriers des chaînes de montage au-dessus de 30 \$ l'heure.

En fonction du principe de la négociation-type, le syndicat s'attend à ce que DaimlerChrysler du Canada accorde les mêmes augmentations salariales à ses employés à l'occasion de négociations qui entrent dans leur dernier droit cette semaine.

## Sa Majesté à Victoria



REUTERS

LA REINE ÉLISABETH a été reçue hier à la cathédrale Christ Church de Victoria, en Colombie-Britannique, par l'archevêque anglican, le très révérend Barry Jenks. Au deuxième jour de sa visite officielle au Canada, Sa Majesté s'est ensuite rendue à la législature provinciale avant de procéder, en soirée, à la mise au jeu de la rondelle lors du match de la Ligue nationale opposant les Canucks de Vancouver aux Sharks de San Jose.

## EN BREF

### Accident mortel à Laval

(PC) — Un policier de la Sûreté du Québec, Antonio Arseneault, et un employé du ministère des Transports, Jean-Yves Therrien, ont perdu la vie lors d'une tragédie routière

survenue hier matin à Laval. Ils ont été fauchés par une automobile sur l'autoroute 15 sud, le conducteur de celle-ci ayant probablement été aveuglé par le soleil. Un autre policier présent a subi un choc nerveux. Les trois hommes avaient été dépêchés sur les lieux pour assurer la sécurité d'un autobus en panne.

Un acte isolé, selon la police

## Le maire de Paris se remet d'une tentative d'assassinat

HÉLÈNE FONTANAUD  
REUTERS

Paris — Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, blessé à l'abdomen d'un coup de couteau dans la nuit de samedi à dimanche, a été opéré dans la matinée et restera hospitalisé au moins une semaine.

L'agresseur, qui a été interpellé juste après avoir frappé le maire de la capitale, est un musulman pratiquant de 39 ans, Azedine Berkane. Il a expliqué aux enquêteurs avoir agi sans préméditation, mais par animosité envers «les hommes politiques et les homosexuels».

En tant que chômeur, il s'estime «victime des hommes politiques qui ne prennent pas tous les problèmes en compte». «Il a également expliqué que son esprit très religieux le poussait à rejeter l'homosexualité qui est contre-nature», a précisé le procureur-adjoint de Paris, Jean-Claude Dauvel.

## Un acte isolé

Les enquêteurs considèrent d'ores et déjà avoir affaire à un «acte isolé» et estiment que l'affaire ne sera donc pas transmise à la section antiterroriste du parquet de Paris. La garde à vue du suspect devait être renouvelée hier soir jusqu'à ce soir, où il sera alors présenté à un juge.

L'homme a présenté des troubles du comportement dans le passé. Il avait été hospitalisé en psychiatrie en avril dernier. Son casier judiciaire comporterait aussi des condamnations mais aucune précision n'a été donnée sur leur nature.

L'agression a eu lieu vers 2h30 du matin dans les salons bondés de l'Hôtel de Ville, où Bertrand Delanoë était venu s'assurer du bon déroulement de la Nuit Blanche, qui présentait des animations cultu-



REUTERS

L'agresseur du maire de Paris, Azedine Berkane.

relles dans les vingt arrondissements et a rassemblé entre 350 et 400 000 personnes.

Comme à son habitude, le maire n'était pas accompagné de gardes du corps. «J'étais à ses côtés, on marchait gentiment dans les couloirs de l'Hôtel de Ville [...] Tout à coup, j'ai vu le maire tomber, il m'a dit: "J'ai mal, j'ai reçu un coup de couteau"», a raconté sur France 2 la directrice de la communication de la mairie, Anne-Sylvie Schneider.

Le SAMU est arrivé rapidement sur place pour transporter en urgence le maire à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

## Pas de risque zéro

La direction de la Pitié avait fait savoir un peu plus tôt que «l'ensemble des lésions intra-abdominales avait été traité avec succès» et que Bertrand Delanoë, qui est âgé de 52 ans, devait être transféré dans un service de chirurgie générale et digestive dans la journée.

L'ancienne ministre PS Ségolè-

ne Royal, qui s'est rendue dans la matinée au chevet du maire de Paris, qui était en réanimation après son opération, a souligné que «plusieurs organes ont été touchés, l'estomac, le tube digestif».

Dès l'annonce de l'agression, les réactions se sont multipliées dans le monde politique.

Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a rendu visite à Bertrand Delanoë.

Le président Jacques Chirac, lui-même ancien maire de la capitale, a exprimé son «indignation» face à ce «geste insensé». Le président «partage avec l'ensemble des Français l'émotion des Parisiens», a fait savoir l'Elysée.

Jean-Pierre Raffarin a adressé dans la nuit un «message de sympathie personnelle» au maire de Paris.

«Déjà, à plusieurs reprises, dans notre société, nous avons pu mesurer combien les élus étaient exposés à de nombreuses agressions et à de nombreux drames», a souligné le premier ministre. «Cette insécurité pose évidemment problème à notre démocratie», a-t-il ajouté.

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a jugé de son côté que Bertrand Delanoë avait dû subir «un choc terrible».

«On voit bien qu'il y a des déséquilibres, des personnes qui veulent toujours gâcher les fêtes. De ce point de vue, on n'en a pas fini avec l'insécurité», a-t-il ajouté.

L'ancien premier ministre chiraquien Alain Juppé a de son côté comparé l'agression «barbare» contre le maire de Paris à la tragédie de Nanterre et à l'incident qui s'était produit le 3 juillet dernier à l'Assemblée lorsqu'un inconnu s'était introduit dans l'hémicycle lors du discours de politique générale de Jean-Pierre Raffarin. «La sécurité zéro et le risque zéro, ça n'existe pas», a-t-il dit.

## À l'heure de la mondialisation

## Les Canadiens craignent pour leur emploi

PRESSE CANADIENNE

Si plus d'un Canadien sur deux (54 %) perçoit la mondialisation de l'économie comme une chance pour les entreprises d'ici d'accéder à de nouveaux marchés, près du tiers (31 %) craint pour l'emploi et les entreprises canadiennes.

C'est ce qui ressort d'un sondage récent mené par Léger Marketing et dont les résultats ont été transmis à la Presse Canadienne.

La crainte de la mondialisation sur les emplois et les entreprises canadiennes est davantage présente au Québec avec 40 %. Chez nos voisins ontariens, la mondialisation est perçue comme une menace dans une moindre proportion, soit 28 %.

Ce sont les gens des provinces atlantiques qui ont le moins peur de la mondialisation à 24 % et qui croient le plus que celle-ci est une source de nombreux marchés (dans une proportion de 62 %).

C'est au Québec que l'on retrouve la plus faible proportion de gens qui sont de cet avis (48 %). En Ontario, ils sont 58 % à voir la mondialisation comme étant favorable aux entreprises canadiennes.

À la question: à qui profite surtout la mondialisation, les Canadiens pointent d'abord les multi-

nationales (31 %) et les États-Unis (21 %). Pas moins de 15 % disent l'ignorer tandis que 10 % jugent que ce sont les consommateurs qui sont les gagnants, suivis des marchés financiers (9 %) et des pays en voie de développement (avec 7 %).

Interrogés sur les conséquences les plus à craindre de la mondialisation, les Canadiens placent en première place la domination des États-Unis dans le monde (22 %), la perte d'identité des pays (14 %), l'accroissement des inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud (13 %) la menace pour les emplois (13 %), les mouvements violents ou de révolte contre les entreprises et les organisations internationales (12 %).

Au Québec, comparativement à l'Ontario, la crainte de l'accroissement des inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud-Est près du double, soit de 23 % au Québec contre 12 % en Ontario.

Dans les Prairies et les provinces atlantiques, cette crainte n'est présente qu'à 7 %.

Le sondage a été mené du 17 au 22 septembre, au moyen d'entrevues téléphoniques, auprès de 1500 Canadiens de 18 ans ou plus pouvant s'exprimer en français ou en anglais. La marge d'erreur est de 2,5 %, 19 fois sur 20.

## Le fisc fédéral entend freiner le recours abusif à la Loi sur la faillite

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les percepteurs d'impôts commencent à recenser les entreprises et les particuliers au bord de la banqueroute, afin de les empêcher de recourir à la Loi sur la faillite dans le seul but d'éviter de payer leurs impôts.

Un rapport récemment rendu public relève une augmentation alarmante des cas d'insolvabilité de contribuables entre 1993 et 2000. Le phénomène a déjà coûté environ deux milliards en impôts impayés au trésor fédéral.

Cette hausse s'explique de plusieurs façons — réforme des lois sur la faillite, changement d'attitude de la société envers la faillite, facilité à obtenir du crédit, et surtout le fait que les gens recourent aux dispositions sur l'insolvabilité de manière plus stratégique, pour se débarrasser de certaines dettes bien précises, comme le paiement de taxes ou d'impôts, explique le rapport de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Le document indique de plus que le comportement des débi-

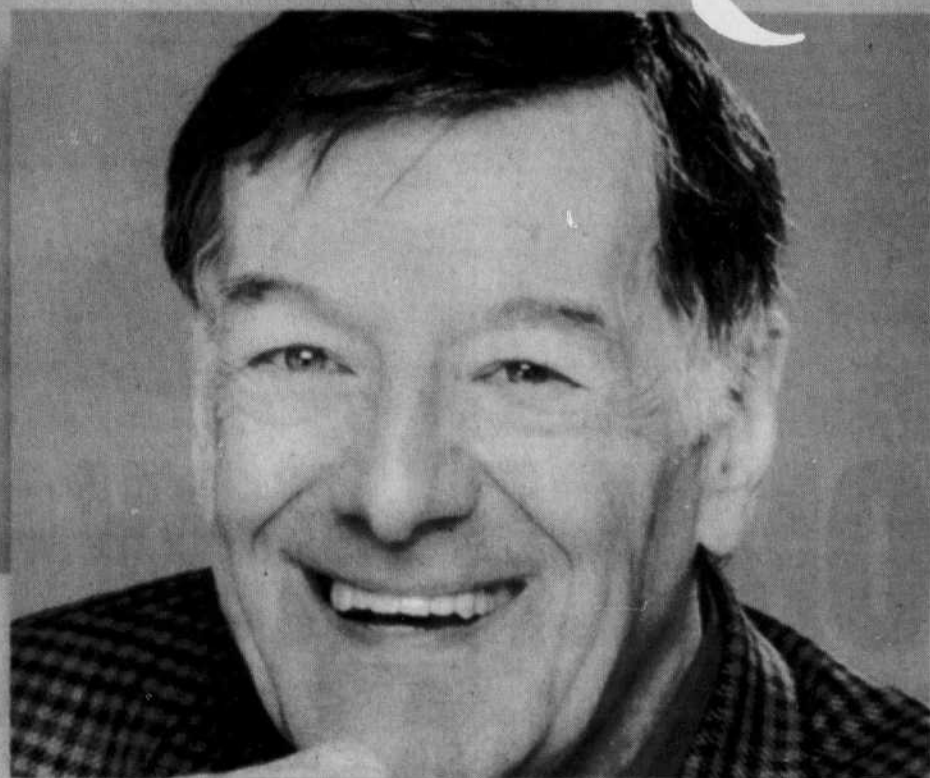
teurs qui ne se conforment pas aux lois fiscales pourrait encourager le même comportement chez d'autres, en propagant l'idée qu'on peut éviter de payer des impôts, moyennant certaines mesures.

L'étude datée de 2001, obtenue grâce à la Loi d'accès à l'information, a donné naissance à un projet d'une durée de deux ans, lancé le mois dernier, qui vise à recenser plus rapidement les entreprises et les particuliers en difficulté financière, afin de recouvrer l'impôt dû.

Les percepteurs d'impôts se montreront également plus actifs lors de procédures de faillite, afin de tenter de récupérer une plus grande partie des sommes dues à la Couronne.

La plupart des sommes dues consistent en retenues salariales que des compagnies en difficulté perçoivent auprès de leurs employés mais qu'elles ne remettent pas à Ottawa, ou en revenus de la TPS perçus auprès de consommateurs mais retenus dans les comptes de ces compagnies.

# Le plus CLASSIQUE



**Edgar Fruitier**  
anime *Les Matinales*.

En semaine **6 h**

Réalisation : Claude Duhamel

www.radio-canada.ca/radio

CHAÎNE  
**culturelle** radio  
Radio-Canada

**100.7** FM  
Montréal

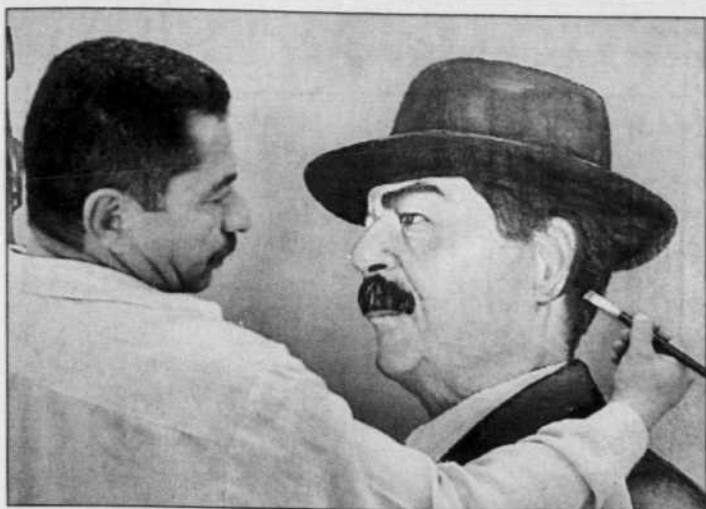
**95.3** FM  
Québec

**102.5** FM  
Ottawa — Gatineau



• LE DEVOIR •

## LE MONDE



Un peintre à Bagdad: un artiste termine un portrait de Saddam Hussein, alors que les Irakiens se préparent à voter dans un référendum le 15 octobre prochain destiné à légitimer le maintien du dictateur au pouvoir pour sept autres années.

Bush s'adresse à nouveau à la nation ce soir

## Les démocrates sur le point de plier

L'Irak ouvre tout à coup la porte à une nouvelle résolution de l'ONU

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les démocrates, qui contrôlent le Sénat américain, semblaient enclins hier à adopter une résolution autorisant le président Bush à recourir à la force contre l'Irak, tout en faisant de nouveau publiquement écho à leurs divergences à la veille qu'une nouvelle intervention que doit faire ce soir le président George W. Bush.

Le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, Thomas Daschle, a estimé que la résolution réclamée par George W. Bush sera adoptée par une large majorité à la chambre haute, sinon cette semaine, du moins, a-t-il dit, «très bientôt». «Il s'agit de la première autorisation du recours à la force, unilatérale et préventive, et nous voulons nous assurer que c'est fait correctement», a ajouté le sénateur.

Par ailleurs, Bagdad a pour la première fois hier évoqué la possibilité d'accepter une nouvelle résolution de l'ONU sur son désarmement. Le retour en Irak d'inspecteurs en désarmement, négocié entre l'ONU et les Irakiens, reste suspendu à un accord du Conseil de sécurité, toujours divisé.

Après avoir rejeté toute nouvelle résolution, les Irakiens font preuve de souplesse. «Nous ne rejetons aucune résolution du Conseil de sécurité. Nous sommes prêts à les examiner», a déclaré hier l'ambassadeur irakien à l'ONU, Mohammed Al-Douri, à la chaîne de télévision américaine ABC. L'Irak, qui ne possède «pas d'armes de destruction massive», souhaite «en finir avec ce problème pour que le blocus, les sanctions soient levées», a-t-il ajouté. Ainsi, Washington «sera content, nous serons contents. Il n'aura pas besoin de lancer une guerre, et nous n'aurons pas besoin de nous défendre».

M. Bush devait s'adresser au pays et marteler de nouveau son message sur l'Irak dans une déclaration télévisée ce soir à la veille de l'ouverture des débats de la Chambre des représentants et du Sénat. Samedi, il a prévenu que «le recours à la force deviendrait inévitable» si le régime irakien persistait dans son refus.

En fin de semaine lors d'un week-end familial dans la propriété de ses parents à Kennebunkport, il a ajouté le terme de «tueur froid» à la liste de qualificatifs choisis pour désigner le dictateur irakien que son père, l'ancien président George Bush, affirme lui-même haïr.

Réunis ce week-end à Kennebunkport, une station balnéaire où la famille Bush possède une grande maison, Walker's Point, bâtie par le patriarche Prescott Bush, (qui était lui-même sénateur républicain), les deux hommes se sont toutefois bien gardés de s'exprimer ensemble publiquement sur le sujet de l'Irak.

## Le «message aux Américains» d'Oussama ben Laden

Doha (AFP) — La télévision du Qatar, al-Jazira, a diffusé hier soir ce qu'elle a présenté comme un enregistrement sonore d'Oussama ben Laden, dans lequel celui-ci menace de «frapper des objectifs économiques américains» si les Etats-Unis ne cessent pas de s'en prendre aux pays arabes et musulmans.

La chaîne satellitaire a diffusé un enregistrement vocal d'environ deux minutes avec, à l'écran, un portrait de ben Laden portant un uniforme vert olive, sans préciser toutefois la date à laquelle ces propos avaient été enregistrés.

«Les jeunes de l'islam vous préparent de quoi épouvanter vos cœurs [...] jusqu'à ce que vous renonciez à votre injustice et votre hostilité» envers les Arabes et les musulmans, dit la voix.

Dans ce «message au peuple américain», Oussama ben Laden appelle les Américains à «saisir les messages des conquêtes de New York et Washington», en référence aux attentats du 11 septembre.

«Cependant, ajoute-t-il, la bande de criminels à la Maison-Blanche, les agents des juifs, qui s'apprêtent à attaquer le monde musulman et à le morceler, sans que vous ne les en dissuadiez, laissent entendre que vous n'avez rien compris du message.»

Pendant ce temps, hier à Kaboul, le président afghan Hamid Karzaï estimait à qu'Oussama ben Laden était «probablement mort».

## Afrique australe: 14,5 millions de vies menacées

Genève (AFP) — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) lance aujourd'hui un appel urgent à hauteur de 48 millions de dollars américains afin de combattre la crise humanitaire globale qui menace la vie et la santé de près de 14,5 millions de personnes en Afrique australe.

Selon l'agence de l'ONU, la somme récoltée permettrait de prévenir une vague de décès et de maladies qui menace des millions de personnes, en aidant les gouvernements à prévoir de interventions sanitaires pour un coût d'environ 3,4 de dollars par personne, contre 35 cents actuellement.

«Il faut satisfaire d'urgence les besoins de santé prioritaire, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau saine, l'alimentation thérapeutique, les soins de santé accessibles et efficaces, et ce, le plus rapidement possible, car l'Afrique australe ne peut attendre», explique l'OMS.

La crise économique a long ter-

ner», a déclaré hier l'ambassadeur irakien à l'ONU, Mohammed Al-Douri, à la chaîne de télévision américaine ABC. L'Irak, qui ne possède «pas d'armes de destruction massive», souhaite «en finir avec ce problème pour que le blocus, les sanctions soient levées», a-t-il ajouté. Ainsi, Washington «sera content, nous serons contents. Il n'aura pas besoin de lancer une guerre, et nous n'aurons pas besoin de nous défendre».

M. Bush devait s'adresser au pays et marteler de nouveau son message sur l'Irak dans une déclaration télévisée ce soir à la veille de l'ouverture des débats de la Chambre des représentants et du Sénat. Samedi, il a prévenu que «le recours à la force deviendrait inévitable» si le régime irakien persistait dans son refus.

En fin de semaine lors d'un week-end familial dans la propriété de ses parents à Kennebunkport, il a ajouté le terme de «tueur froid» à la liste de qualificatifs choisis pour désigner le dictateur irakien que son père, l'ancien président George Bush, affirme lui-même haïr.

Réunis ce week-end à Kennebunkport, une station balnéaire où la famille Bush possède une grande maison, Walker's Point, bâtie par le patriarche Prescott Bush, (qui était lui-même sénateur républicain), les deux hommes se sont toutefois bien gardés de s'exprimer ensemble publiquement sur le sujet de l'Irak.

nonciez à votre injustice et votre hostilité» envers les Arabes et les musulmans, dit la voix.

Dans ce «message au peuple américain», Oussama ben Laden appelle les Américains à «saisir les messages des conquêtes de New York et Washington», en référence aux attentats du 11 septembre.

«Cependant, ajoute-t-il, la bande de criminels à la Maison-Blanche, les agents des juifs, qui s'apprêtent à attaquer le monde musulman et à le morceler, sans que vous ne les en dissuadiez, laissent entendre que vous n'avez rien compris du message.»

Pendant ce temps, hier à Kaboul, le président afghan Hamid Karzaï estimait à qu'Oussama ben Laden était «probablement mort».

me y a été aggravée par deux années consécutives de sécheresse et de précipitations irrégulières, qui ont provoqué une grave pénurie de la culture de base, le maïs.

Dans les pays les plus touchés — Malawi, Zimbabwe, Zambie, Lesotho et Swaziland — près de 300 000 personnes souffrant de malnutrition risquent de décéder de maladies qu'elles pourraient combattre si on leur donnait un minimum de nourriture et de soins de santé élémentaires, souligne l'Organisation. Ces pays sont en outre très affectés par le sida.

L'OMS a déjà déployé en Afrique australe des experts sanitaires à plein temps pour organiser les secours et puiser dans les fonds actuellement disponibles pour aider les pays à réagir à la crise.

Des équipes d'intervention rapide qui détectent et maîtrisent les flambées de maladie, et traitent la malnutrition, sont également déjà à pied d'œuvre dans les pays touchés, précise l'Agence de l'ONU.

## Paris hésite à parler d'un attentat

Un superpétrolier français en perdition au Yémen après une explosion mystérieuse

HAMMOUD MOUNASSAR  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Sanaa — Le pétrolier géant français Limburg était en perdition hier soir près de la côte sud-est du Yémen après avoir été gravement endommagé en début de matinée par une explosion qualifiée d'attentats par certains, mais sur laquelle le Quai d'Orsay refusait de se prononcer.

Poussé par les courants, le pétrolier à moitié chaviré se rapprochait du rivage, a indiqué l'agence officielle yéménite Saba, ajoutant que le gouvernement, qui a installé une cellule de crise, craignait une pollution, sans être en mesure de quantifier les risques.

Selon ses affréteurs, le Limburg, d'une capacité de 300 000 tonnes de pétrole, n'en transportait que 56 000, lorsque l'explosion a eu lieu, quelques minutes avant 8h, provoquant un gigantesque incendie et des voies d'eau.

Le navire se trouvait à trois milles nautiques du port d'Ash-Shir, dans la province de Hadra-

mout (sud-est), où il devait emplit ses soutes de pétrole.

Douze des vingt-cinq membres d'équipage (huit Français et dix-sept Bulgares) ont été blessés. L'un des marins bulgares a été porté disparu; les autres marins, ainsi que le pilote yéménite qui devait guider le pétrolier dans le terminal, sont revenus à terre sains et saufs.

«Le pétrolier a été percuté par une petite barge remplie d'explosifs» au moment où il s'apprêtait à pénétrer dans le terminal, a indiqué le vice-consul de France à Sanaa, Marcel Gonçalves, sur la base du témoignage d'un marin. Version des faits corroborée par le propriétaire du pétrolier, alors que le Quai d'Orsay et les autorités yéménites refusaient de parler d'attentat avant que ne soient connus les résultats de l'enquête.

L'incident a eu lieu à six jours du deuxième anniversaire de l'attentat contre le destroyer américain USS Cole, attribué à al-Qaïda, le réseau d'Oussama Ben Laden. Il survient également à la veille du premier anniversaire du lancement de l'offensive des Etats-Unis

en Afghanistan, et moins d'un mois après que la Marine américaine eut averti qu'al-Qaïda pourrait attaquer des pétroliers naviguant dans le Golfe et autour de la corne de l'Afrique, estimant que cette menace méritait d'être «prise au sérieux».

«Il semble qu'il s'agit d'un attentat dans le style de l'USS Cole», a ajouté M. Gonçalves, faisant référence à l'attentat perpétré en octobre 2000 dans le port d'Aden, et qui avait fait 17 morts et 38 blessés parmi les militaires américains.

La société française Euronav, propriétaire du Limburg, a aussi estimé que l'explosion est due vraisemblablement à un attentat.

«Pour transpercer la première coque de ce pétrolier double coque en très bon état et âgé seulement de deux ans, il faut une énergie très, très forte», a déclaré Jacques Moizan, directeur d'Euronav.

«Ce n'est qu'une hypothèse, mais une petite barge qui heurte un pétrolier long de 330 mètres, c'est assez surprenant», a ajouté Alain Ferré, directeur administratif d'Euronav et de France Shipmanagement (qui affrète le Limburg).

## Le Conseil palestinien donne un mois à Arafat

Ramallah (AFP) — Le Conseil législatif palestinien (CLP, Parlement), réuni hier à Ramallah, a ratifié une loi proclamant Jérusalem capitale d'un futur Etat palestinien et accordé un mois à Yasser Arafat pour présenter un nouveau gouvernement.

Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat avait signé samedi cette loi sur Jérusalem en riposte à la récente décision du Congrès américain, reconnaissant la Ville sainte comme capitale d'Israël, qui a provoqué un tollé dans le monde arabe.

Cette loi avait été votée il y a près de deux ans par le CLP. Le CLP a également décidé d'accorder un délai d'un mois à M. Arafat pour présenter un nouveau gouvernement, à la suite d'une demande en ce sens du président de l'Autorité palestinienne.

A l'ouverture de cette session extraordinaire du CLP, à laquelle certains députés de Gaza ont participé par vidéoconférence, son président, Ahmed Qorei, a dénon-

cé la décision du Congrès américain sur le statut de Jérusalem.

Cette décision «va à l'encontre des droits nationaux palestiniens. C'est également une gifle au visage des pays arabes, musulmans et chrétiens», a-t-il déclaré.

«Cela intervient à un moment où se prépare la guerre contre l'Irak. C'est comme si les questions de Jérusalem et de l'Irak faisaient partie d'une stratégie visant à redessiner la carte du Moyen-Orient au détriment des droits du peuple palestinien», a-t-il ajouté.

Il s'agit de la première réunion du CLP depuis le 11 septembre, date à laquelle le gouvernement nommé par M. Arafat en juin avait été contraint de démissionner pour éviter un vote de défiance du Parlement.

M. Arafat s'était alors engagé à former un nouveau cabinet avant le 25 septembre, mais le 19 septembre, l'armée israélienne avait commencé le siège de son QG à Ramallah, en représailles à deux attentats suicide.



Autre dimanche de guerre à Naplouse. Les affrontements ont fait deux morts hier dans les territoires occupés.

## Un militant du Sinn Féin est accusé de terrorisme: Londres veut des réponses

Belfast (AFP) — L'inculpation pour terrorisme hier d'un militant du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, a placé le processus de paix au bord de la rupture, Londres exigeant des réponses urgentes du parti tandis que Dublin, de son côté, souhaitait des explications du gouvernement britannique.

«Nous attendons des réponses du Sinn Féin et du mouvement républicain, les Nord-Irlandais ont besoin de réponses et assurément le premier ministre (Tony Blair) veut des réponses», a martelé John Reid, le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord.

«Nous sommes dans une phase qui n'est pas seulement sérieuse ou grave [...] mais critique», selon lui.

La suspension par Londres de l'assemblée et du

gouvernement semi-autonome d'Irlande du Nord dans les prochaines semaines «est peut-être la seule solution à l'effondrement des institutions» nées des accords d'avril 1998, confiait à une source proche du gouvernement britannique. Cette hypothèse est loin d'avoir le soutien de Dublin. «Nous sommes conjointement [avec Londres] les garants des accords de paix et nous n'avons pas été informé de ce point de vue», a déclaré pour sa part un porte-parole du gouvernement irlandais.

Arrêté en compagnie de trois autres militants du parti, Denis Donaldson, 52 ans, secrétaire parlementaire du Sinn Féin à l'Assemblée locale, sera déféré devant la justice aujourd'hui. Des éléments compromettants ont été saisis à son domicile.

ÉLECTIONS

## Victoire nationaliste partout en Bosnie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Sarajevo — Les Bosniaques sont restés fidèles aux partis nationalistes qui défendent les intérêts ethniques des trois communautés du pays, musulmane, serbe et croate, malgré les mises en garde de la communauté internationale invitant les électeurs à choisir des réformistes pour mettre le pays en marche vers l'intégration européenne.

Le Parti d'Action démocratique (SDA) pour les Musulmans, le Parti démocratique serbe (SDS) et la Communauté démocratique croate (HDZ) ont obtenu un succès confortable dans chacune des régions qui constituent leur base ethnique.

Le SDA, dont l'ancien président de Bosnie Alija Izetbegovic fut l'un des fondateurs, a même affirmé dans une conférence de presse qu'il était devenu le premier parti du pays et qu'il constituerait la principale force politique aussi bien dans le parlement central que dans le parlement de la Fédération croato-musulmane, l'une des deux entités du pays.

Même optimisme chez les nationalistes serbes qui contrôlent depuis la fin de la guerre les institutions de la Republika Srpska (RS), l'entité serbe.

Après dépouillement de la moitié des bulletins dans cette entité, le SDS fondé par l'ancien leader nationaliste serbe Radovan Karadzic, aujourd'hui inculpé de génocide et en fuite, obtient 43,26 % des voix pour l'élection des membres de l'Assemblée de la RS. Il devance largement son concurrent immédiat, le Parti des démocrates sociaux indépendants (SNSD) de l'ancien premier ministre Milorad Dodik, pro-occidental.

En Herzégovine, dans la partie majoritairement croate du pays, le HDZ se taille encore une fois la part du lion. Son candidat pour la présidence, Dragan Covic, semble assuré d'occuper le siège croate de la troika présidentielle, avec entre 70 % et 84 % des voix.

La présidence collégiale du pays sera ainsi occupée par trois nationalistes, musulman, serbe et croate.

Les Bosniaques sont restés sourds aux appels répétés de la communauté internationale, de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis, qui ont invité les électeurs à choisir des partis réformistes pour s'engager dans la voie de l'intégration européenne et tourner le dos à la stagnation et à l'isolement international.

La guerre «n'a jamais fini politiquement et il n'y pas eu de réconciliation nationale. C'est pourquoi il ne faut pas être surpris du succès des partis nationalistes», déclare Mark Wheeler, analyste à Sarajevo du groupe d'étude indépendant International Crisis Group.

En conférence de presse, le Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie, le Britannique Paddy Ashdown, a tenté de minimiser le succès des nationalistes. «Il y a ceux qui vous diront que le nationalisme se renforce dans ce pays. Je vous assure que ce n'est pas le cas», a-t-il déclaré. Selon lui, même les partis nationalistes seront obligés de faire des réformes, une fois au pouvoir.

AVANT DE VOUS ENDORMIR  
À POINGS FERMÉS

Marc reçoit :  
Éric Lucas  
Oliver Jones  
Caroline Néron

**LE GRAND BLOND  
AVEC UN SHOW  
SOURNOIS**  
Ce soir 22 h 30

**TVA** LE MEILLEUR DE LA TÉLÉ

tva.canoe.com



## É D I T O R I A L

## Les ordres qui venaient d'en haut

La Chambre des communes vient à peine de reprendre ses travaux que déjà les vieux problèmes liés au manque d'éthique refont surface. Ces rebondissements risquent de reléguer dans l'ombre les timides efforts déployés par le gouvernement Chrétien afin de redorer sa réputation entachée.

Un long été s'est écoulé entre la session parlementaire du printemps et celle qui vient de s'ouvrir à Ottawa. Pourtant, à entendre les échanges, on ne l'aurait pas cru. En quelques heures, le discours du Trône s'est transformé en un lointain souvenir et les accusations de favoritisme ont immédiatement fusé, mettant encore une fois le gouvernement Chrétien dans l'embarras.

Ainsi, le solliciteur général Lawrence MacAulay a tenté de justifier l'octroi d'un contrat pouvant atteindre 700 000 \$ par année à son ancien agent officiel. Cet agent devait fournir des conseils stratégiques au ministre et au personnel du ministère. Les explications de M. MacAulay n'ont convaincu personne, pas même le conseiller à l'éthique, Howard Wilson, qui s'est précipité avec ostentation sur l'affaire.

Mais d'autres déclarations risquent de rejaillir plus directement sur le premier ministre. Dans une entrevue au *Globe and Mail*, l'ancien fonctionnaire Charles Guité a révélé que les fonctionnaires responsables du tristement célèbre programme de commandites fédérales n'ont pas eux-mêmes pris l'initiative d'enfreindre les règles d'attribution des contrats, mais qu'ils en avaient reçu l'ordre.

M. Guité, qui avait déjà invoqué le contexte de guerre contre le séparatisme pour justifier ses nombreux accrocs, lève un coin du voile, de plus en plus transparent, sur ses activités. M. Guité s'était fait prier par le bureau des relations fédérales-provinciales d'embaucher quatre ou cinq agences sans utiliser le système normal d'appels d'offres. Pourquoi? Parce qu'il ne fallait pas, au lendemain du référendum de 1995, ébruiter les projets fédéraux au Québec.

Le programme de commandites, on s'en souvient, devait servir à accroître la visibilité du gouvernement fédéral au Québec, au moyen de publicités et de commandites destinées à des festivals et des événements sportifs. Le scandale a éclaté en mars lorsqu'on a appris que la firme Groupaction avait produit trois rapports similaires, qui avaient chacun fait l'objet d'un contrat de 500 000 \$. La vérificatrice générale Sheila Fraser a d'ailleurs déclaré par la suite que dans ces cas toutes les règles d'attribution des contrats avaient été violées. Ses propos ont d'ailleurs conduit la GRC à faire enquête de son côté, non seulement sur ces trois rapports, mais sur d'autres contrats.

De leur côté, les libéraux tentent, mais en vain, de reprendre l'initiative: le leader parlementaire Don Boudria a présenté aux députés de nouvelles règles devant guider la conduite des élus. Ces règles, qui n'ont pas été rendues publiques, ont souverainement déçu aux députés qui seraient forcés à l'avenir de dévoiler non seulement leurs possessions, mais celles de leurs conjoints. Il semble que ce resserrement ne s'appliquerait qu'aux députés et pas aux ministres qui continueraient, eux, à relever du conseiller en éthique du premier ministre. Est-il possible que le gouvernement ait poussé le cynisme jusqu'à faire payer aux députés les écarts de ses ministres, qui eux, resteraient à l'abri d'un examen de leurs avoirs? La question est légitime.

Résumons. Au lendemain du référendum de 1995, le choc est tel à Ottawa que le Bureau du conseil privé met en place une contre-attaque pour laquelle il dégage des millions de dollars, qui serviront à faire comprendre aux Québécois que leur intérêt passe par l'appartenance au Canada. La concrétisation de cette gigantesque opération visibilité sera confiée, en douce, à quelques agences amies du pouvoir, qui seront grassement rémunérées, et de façon illégale, pour des services qui ne furent pas toujours rendus. Car les règles habituelles ne tiennent plus, devant cette guerre politique sans merci.

De nombreux indices conduisent directement au bureau du premier ministre, un premier ministre dont les appuis, faut-il le rappeler, sont comptés au sein même de la députation libérale. Dans ce contexte, il est illusoire d'attendre quelque redressement que ce soit de l'équipe en place. Ce gouvernement fatigué ne semble plus en mesure de faire la différence entre un comportement responsable et des agissements non seulement nuisibles, mais contrevenant à ses propres politiques.

JEAN DANIS  
Enseignant au secondaire

L'autorisation du recours collectif intenté contre le syndicat des professeurs de la CSDM m'a plongé dans une énorme amertume et un grand scepticisme. Comme bien des enseignants, je redoute les années à venir. La mise en branle de cette poursuite risque d'implanter dans notre système d'éducation une logique juridique dans laquelle personne ne voudra s'engager à prendre ses vraies responsabilités. Non seulement ce recours illustre un détachement profond d'une partie de la population envers l'éducation, il met en lumière un des principaux maux de notre société actuelle: l'enfance en général.

Bref rappel des événements avant d'aller plus loin. Les enseignants de la CSDM (Commission scolaire de Montréal) ont effectué une grève de trois jours l'an dernier parce que le gouvernement veut apporter des modifications qui pourraient alourdir la tâche d'enseignement. Un parent du nom d'Alfred Gagné a eu récemment l'autorisation par la Cour supérieure du Québec d'intenter un recours collectif contre l'Alliance, le syndicat des enseignants de la CSDM.

Ce recours vise à réclamer 300 \$ par élève mineur ayant fréquenté la CSDM lors des trois jours de grève pour compenser les pertes subies par ce moyen de pression. Un montant total d'environ 30 millions de dollars. On peut se demander quelles ont été les raisons fondamentales qui ont poussé ce parent à s'acharner contre les profs avec une poursuite comme celle-ci? Est-ce vraiment au nom de l'éducation et

du bien-être des enfants montréalais?

Certains tenants du recours diront que les trois jours de grève sont allés à l'encontre du droit fondamental à l'éducation parce que les élèves n'ont pu recevoir l'an dernier le nombre de jour d'école prévus par la loi. Il est important de rappeler que le temps d'enseignement perdu lors de cette grève a été repris au cours de l'année dernière (une journée pédagogique a été transformée en journée de classe, des récupérations supplémentaires ont été accordées en début et fin de journée...). Il faut aussi bien comprendre que les enseignants ont fait la grève en partie parce que le gouvernement tente d'imposer une structure qui risque de mettre en péril la qualité de l'enseignement et par le fait même, l'éducation minimale à laquelle l'enfant a droit.

La situation dans les écoles montréalaises est de plus en plus difficile. Au lieu de diminuer le ratio professeur et d'augmenter la part des budgets alloués directement à l'enseignement, le gouvernement alourdit d'année en année la tâche des profs. Si cette situation perdure, l'élève sera plongé dans un système où les enseignants seront débordés à un tel point qu'ils ne pourront plus accorder le niveau minimal d'éducation justement prévu par la loi.

Les raisons avancées jusqu'à maintenant par les tenants du recours sont plutôt reliées aux droits de l'adulte et non à ceux de l'élève. On parle de réclamer pour chaque parent 150 \$ pour les frais de garderie et 150 \$ pour le stress causé par cette grève. Il n'est aucunement ici question de l'enfant et de son éducation. On a l'impression que le parent se sent brimé dans ces

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFACON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Sortir le système du placard

Il m'arrive parfois d'être sarcastique en écoutant nos politiciens aux bulletins de nouvelles, mais je ne peux l'être moins qu'en ce moment alors que tant le PQ que les libéraux démolissent le programme de santé de l'ADQ.

Pouvait-on s'attendre au contraire. Ce que je trouve déplorable cependant c'est à quel point ces politiciens s'opposent à un système de santé à deux vitesses qui de toute façon existe dans les faits. Pourquoi ne pas le faire sortir du placard.

Ces politiciens prennent-ils la population pour des ignorants. Tout le monde sait que le système va beaucoup plus vite lorsque nous avons des contacts dans le milieu de la santé. J'ai moi-même pu bénéficier de services et d'examen en deux jours pour ce qui aurait pu prendre des mois sans un médecin dans ma famille. Un autre exemple: tous les laboratoires et les cliniques privés de test sanguins et de médecine nucléaire par exemple, accessibles aux gens qui ont les moyens ou qui veulent payer, ce n'est pas ça un système à deux vitesses?

Je crois qu'il est temps de mettre cartes sur table et de proposer des changements. Je ne suis pas dans la catégorie des riches, donc je ne pourrai pas payer pour me faire opérer mais si quelqu'un en a les moyens je suis d'accord pour qu'il paie pour le faire. De toute façon, il risque de passer aussi vite, grâce à des contacts, et ce, aux frais de l'État. Je ne suis pas non plus membre de l'ADQ et pour le moment je ne pense toujours pas voter pour ce parti, mais voilà enfin un parti qui ose lancer de vrai débats de société que nous poussons sous le tapis à toute vitesse pour ne pas faire peur à la population.

Ça me rappelle une phrase de Bunker: «Le changement dans la continuité» ou «Aller de l'avant sans renier le passé...» Des fois ça me pousse à être sarcastique.

Jean-Philippe Bergeron  
Septembre 2002

## Le cauchemar du bon sens

L'éditorial intitulé «Le vrai visage de Mario Dumont», paru la semaine dernière, frappe en plein dans le mille: un gouvernement dirigé par Mario Dumont ne serait ni plus ni moins que la répétition de la «révolution du bon sens», le cauchemar qu'ont vécu les Ontariens sous la botte de Mike Harris. Déjà, on voit des hommes d'affaires, attirés par l'ADQ et sa soudaine popularité, se profiler derrière Dumont et saliver à l'idée qu'un jour il sera peut-être au pouvoir. L'approche client privilégiée par Super Mario et son équipe aura des conséquences, qui, déjà, sont prévisibles: affrontement avec les employés de l'État, chambardements dans les hôpitaux et les écoles, etc. De plus, comment justifier l'étrange silence de cette formation politique au sujet de la protection de l'environnement? Un Québec dirigé par Super Mario sera-t-il pour ou contre les accords de Kyoto sur les gaz à effets de serre? La tendance corporatiste qu'a choisie l'ADQ relèguera les questions environnementales au dernier rang de leurs préoccupations. Malgré ce qu'en disent les sondeurs d'opinions, il me semble bien qu'un vote pour l'ADQ est un vote contre l'environnement et contre le progrès social.

Michel Gagnon  
Saint-Lambert, 30 septembre 2002

## Un argument qui fait rire

Elles me font rire, les entreprises, à s'insurger contre l'accord de Kyoto sous prétexte que des milliers d'emplois seront perdus. À ce que je sache, elles ne se sont jamais gênées pour faire des mises à pied, même quand ça tuait des villes ou des régions. Non, vraiment, il ne faudrait pas nous prendre pour des imbéciles. La seule motivation des entreprises est le profit. C'est sa raison d'être, quitte à renvoyer du monde au chômage. Ce n'est pas nouveau.

Mais quelle ironie ce serait, dans bien des années, si, après la fonte des glaces et l'éventuelle hausse du niveau de la mer, quand des villes comme Halifax, Vancouver, (peut-être même Montréal, je n'ai pas vérifié) et très certainement New York, Los Angeles et toutes les grandes villes côtières de ce monde seront

inondées, évacuées, mortes, quelle ironie ce serait, donc, si à ce moment quelqu'un demandait: «Comment? Personne ne l'avait vu venir?» Il se trouvera certainement un homme d'affaires pour répondre: «Oui, mais il fallait conserver les fous emplois. Nous n'avons pu rien faire, malgré toute notre bonne volonté.»

Ian Ericksen  
Montréal, 30 septembre 2002

## Soins de santé améliorés!

Devant le conflit qui se dessine à l'horizon, j'aimerais suggérer aux fédérations de spécialistes, omnipraticiens ou de lobbies reliés aux services de santé de revenir aux principes de bases en affaires ou en marketing soit de revenir à la base. Ce service aux malades consiste à donner des soins appropriés à tous leurs patients au Québec, et ce, dans tous les hôpitaux et dans toutes les régions du Québec.

Pour ceci, nos professionnels de la santé devront faire quelques sacrifices et abandonner quelques visées corporatives pour servir une clientèle qui habite toutes les régions et faire un travail pour lequel ils sont payés adéquatement avec les impôts des Québécois qui sont les demandeurs et les clients utilisateurs. Leur mission est de servir tout un chacun où qu'ils soient d'une façon professionnelle comme ils l'ont démontré si souvent dans le passé.

Cet objectif doit être visé par toutes les parties en cause sinon le ministre Legault pourra légitimement utiliser des moyens plus musclés, car il représente tous les clients utilisateurs qui comptent sur lui pour une couverture de soins adéquate dans toutes les régions.

Croyez que je sympathise avec les médecins qui doivent se déplacer et couvrir les régions et j'espère que cette situation sera temporaire et ne survivra pas à la loi qui s'étendra en décembre 2002. Les fédérations de médecins ont cependant l'occasion de régler le problème par la négociation et pour une fois en 40 ans d'accepter une entente qui répondra aux besoins de tous les citoyens et faire preuve d'abnégation et de sens civique et les citoyens leur en seront grandement reconnaissants. Mes hommages.

Normand Carrier  
Sainte-Julie, 20 septembre 2002

## LIBRE OPINION

## Le recours collectif contre les professeurs est un refus de l'éducation

JEAN DANIS

Enseignant au secondaire

L'autorisation du recours collectif intenté contre le syndicat des professeurs de la CSDM m'a plongé dans une énorme amertume et un grand scepticisme. Comme bien des enseignants, je redoute les années à venir. La mise en branle de cette poursuite risque d'implanter dans notre système d'éducation une logique juridique dans laquelle personne ne voudra s'engager à prendre ses vraies responsabilités. Non seulement ce recours illustre un détachement profond d'une partie de la population envers l'éducation, il met en lumière un des principaux maux de notre société actuelle: l'enfance en général.

Bref rappel des événements avant d'aller plus loin. Les enseignants de la CSDM (Commission scolaire de Montréal) ont effectué une grève de trois jours l'an dernier parce que le gouvernement veut apporter des modifications qui pourraient alourdir la tâche d'enseignement. Un parent du nom d'Alfred Gagné a eu récemment l'autorisation par la Cour supérieure du Québec d'intenter un recours collectif contre l'Alliance, le syndicat des enseignants de la CSDM.

Ce recours vise à réclamer 300 \$ par élève mineur ayant fréquenté la CSDM lors des trois jours de grève pour compenser les pertes subies par ce moyen de pression. Un montant total d'environ 30 millions de dollars. On peut se demander quelles ont été les raisons fondamentales qui ont poussé ce parent à s'acharner contre les profs avec une poursuite comme celle-ci? Est-ce vraiment au nom de l'éducation et

du bien-être des enfants montréalais?

Certains tenants du recours diront que les trois jours de grève sont allés à l'encontre du droit fondamental à l'éducation parce que les élèves n'ont pu recevoir l'an dernier le nombre de jour d'école prévus par la loi. Il est important de rappeler que le temps d'enseignement perdu lors de cette grève a été repris au cours de l'année dernière (une journée pédagogique a été transformée en journée de classe, des récupérations supplémentaires ont été accordées en début et fin de journée...). Il faut aussi bien comprendre que les enseignants ont fait la grève en partie parce que le gouvernement tente d'imposer une structure qui risque de mettre en péril la qualité de l'enseignement et par le fait même, l'éducation minimale à laquelle l'enfant a droit.

La situation dans les écoles montréalaises est de plus en plus difficile. Au lieu de diminuer le ratio professeur et d'augmenter la part des budgets alloués directement à l'enseignement, le gouvernement alourdit d'année en année la tâche des profs. Si cette situation perdure, l'élève sera plongé dans un système où les enseignants seront débordés à un tel point qu'ils ne pourront plus accorder le niveau minimal d'éducation justement prévu par la loi.

Les raisons avancées jusqu'à maintenant par les tenants du recours sont plutôt reliées aux droits de l'adulte et non à ceux de l'élève. On parle de réclamer pour chaque parent 150 \$ pour les frais de garderie et 150 \$ pour le stress causé par cette grève. Il n'est aucunement ici question de l'enfant et de son éducation. On a l'impression que le parent se sent brimé dans ces

droits parce qu'il a dû consacrer davantage de temps à son enfant. Les médias ont d'ailleurs livré plusieurs témoignages de parents se trouvant «accablés» d'avoir eu à passer trois journées complètes en présence de leurs enfants.

L'incapacité ou le manque de volonté de certains parents à s'adapter lors de cette grève nous montre bien à quel point notre société intègre mal ou difficilement l'enfant à la vie de tous les jours. Les différents milieux auraient pu facilement s'adapter et prendre en charge les écoliers montréalais pendant la grève. D'ailleurs n'est-ce pas un peu cela qui est arrivé lors de la dernière grève, lors des tempêtes de neiges et des pannes d'électricité?

Cette poursuite contre les enseignants vient greffer à l'enfance une logique juridique et financière malsaine. Cela me fait penser à certains parents qui ont livré des batailles juridiques afin d'avoir la garde de leur enfant pour ensuite se sentir accablés de devoir passer leurs vacances en sa présence. Les raisons de cette poursuite sont davantage reliées à la situation parentale. On parle ici plutôt d'argent et de compensation pour les modifications d'un horaire de travail. On sent que l'enfant est isolé en plein cœur d'une matérialisation folle.

L'acceptation de cette poursuite pourrait implanter un dérapage juridique dangereux qui ne ferait qu'augmenter le gouffre entre l'école et le milieu parental. Les parents vont-ils poursuivre les enseignants pour les examens qu'ils ont donnés et les travaux qu'ils ont exigés? Et qu'en est-il des devoirs à la maison? Ceux-ci, on se le rappelle, sont maintenant officiellement consi-

dérés comme étant un service essentiel. Vaut-on poursuivre les parents parce qu'ils ont été dans l'incapacité d'aider leurs enfants à faire leur devoir après l'école?

L'éducation est-elle encore aujourd'hui une valeur fondamentale dans notre société? Les techniciens de Vidéoiron ont récemment fait la grève. Ils ont été largement soutenus par la population et ont même reçu des vives de leurs compatriotes de Radio-Canada. Les profs, quand à eux, font la grève pour améliorer leur situation et celle des écoles et se font poursuivre pour 30 millions. Image paradoxale qui peut montrer à quel point la télévision est devenue une valeur dominante sur l'ensemble de nos priorités.

Le recours collectif implanté par M. Gagné véhicule un acharnement et un mépris sans précédent à l'égard des profs et de l'éducation en général. L'école est ici perçue comme une simple garderie servant à se débarrasser de l'enfant durant la semaine de travail.

Plutôt que de perdre son temps à mettre en branle une poursuite absurde et néfaste, M. Gagné aurait avantage à observer la situation des écoles. Non seulement cela lui permettrait de se rapprocher de l'univers de ses enfants, cela lui permettrait de voir à quel point les enseignants sont surchargés et par conséquent, à quel point leurs revendications sont justes. Il comprendrait dès lors que l'ensemble des parents montréalais ont fait des efforts supplémentaires pendant la grève parce qu'ils avaient à cœur l'éducation de leurs enfants. L'éducation est une affaire de société, elle concerne autant le milieu parental que celui des enseignants. Être enseignant est une vocation. Être parent l'est aussi, me semble-t-il.



## IDÉES

Les bons d'études, une solution boiteuse

## Éducation: le virage à droite de l'Action démocratique

JOCELYN BERTHELOT  
Chercheur en éducation, Centrale  
des syndicats du Québec (CSQ)

A

ucun feu rouge ne semble en mesure d'empêcher l'ADQ de virer à droite, notamment en éducation. Les orniers des idéologues adéquistes leur cachent la véritable réalité de l'éducation québécoise qu'ils travestissent pour mieux défendre leur thèse. Ils ne font guère preuve d'une meilleure connaissance de ce qui se passe chez nos voisins.

La proposition de l'ADQ, inscrite à son programme, de «remplacer graduellement le système de financement actuel au primaire et au secondaire par un système de bons d'études» est un calque d'un projet conservateur qui trouve sa source dans le caractère particulier du système éducatif américain. Conjugée à la décentralisation accrue que l'ADQ propose, l'application de ce régime renforcerait profondément le caractère inégalitaire de l'éducation québécoise et conduirait à une exclusion sociale accrue.

## L'origine d'une idée

Il vaut la peine de s'attarder au contexte qui a donné naissance à ce projet dont les américains discutent encore avec passion. L'intérêt de l'application d'un tel modèle au Québec mérite d'être scruté attentivement, alors que l'ADQ aspire à former le prochain gouvernement.

Le Premier amendement de la constitution américaine affirme la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il interdit l'utilisation de fonds publics pour soutenir des programmes ou des institutions religieuses. Cet encadrement constitutionnel a empêché historiquement tout financement public des écoles privées, puisque la grande majorité d'entre elles sont liées à des institutions religieuses.

Aussi, l'idée avancée par Milton Friedman, au début des années soixante dans *Capitalism and Freedom*, de réduire au minimum le rôle de l'Etat et de financer l'éducation par des bons d'études a-t-elle reçu un appui chaleureux chez les promoteurs de l'école privée. Ceux-ci y ont trouvé une heureuse occasion d'avoir accès à un financement public.

Certaines expériences, peu concluantes, ont été menées dans les années soixante-dix, mais c'est véritablement avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, dans les années quatre-vingt, que le projet a connu un certain essor. Depuis, les Américains demeurent profondément divisés sur la question; l'opposition au projet a toutefois pris de l'ampleur et est désormais majoritaire (sondage annuel PDK/Gallup, Phi Delta Kappan, septembre 2001).

En novembre 2001, les électeurs de la Californie et du Michigan ont d'ailleurs rejeté par référendum, à près de 70 %, l'introduction de «vouchers» dans leur Etat. Des programmes existent néanmoins dans certaines régions, mais ils demeurent l'objet de contestations judiciaires.

Ainsi, en juin 2002, les juges de la Cour suprême des Etats-Unis renversaient à cinq contre quatre une décision de la Cour d'appel fédérale déclarant inconstitutionnel un projet de bons d'études de la ville de Cleveland. La majorité a jugé que le programme ne représentait pas une aide gouvernementale directe à des institutions religieuses; les quatre juges dissidents ont considéré qu'il s'agissait là d'une erreur et ont souhaité que la Cour suprême ait l'occasion de revenir sur la question. La bataille légale va se poursuivre au niveau des Etats, puisque 38 d'entre eux ont des encadrements constitutionnels concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Les tenants des «vouchers» font valoir la liberté de choix des parents et l'amélioration qui découlerait d'une plus grande concurrence entre les écoles.



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

Pour arriver à leurs fins, les porte-parole de l'ADQ déforment la réalité éducative québécoise.

Leurs opposants, outre l'argument constitutionnel, affirment que l'école publique ordinaire souffrirait d'une telle politique qui aurait pour effet de renforcer la ségrégation sociale.

## Des résultats peu probants

Dans le cas des programmes mis en place, des encadrements définissent généralement les sommes allouées, les élèves visés et les règles à respecter par les établissements sélectionnés. Ainsi, à Cleveland (Ohio), le législateur a fixé à 2250 \$ le montant maximum des bons d'études et restreint leur accessibilité à près de 4000 élèves. Plus de 95 % d'entre eux ont opté pour une école privée religieuse. En Floride, où le frère du président Bush est un fervent avocat de ces bons, seuls les élèves d'écoles étant jugées en grande difficulté (cote F) ont accès à ces bons; moins d'une centaine d'élèves s'en sont prévalus.

L'ADQ nous trompe lorsqu'elle affirme que «dans l'ensemble, tous s'entendent pour dire que l'implantation des bons d'études a été non seulement bénéfique pour les familles mais aussi pour les écoles publiques et les communautés». La réalité est tout autre. Les évaluations réalisées, quant aux résultats des programmes de «vouchers» sur la performance et la réussite éducatives des élèves, sont pour le moins mitigées.

De façon générale, les tenants d'une telle politique constatent des effets légèrement positifs alors que ses détracteurs critiquent les résultats obtenus. Une analyse récente (2001) du General Accounting Office du Congrès américain (l'équivalent de notre vérificateur général) conclut qu'il n'y a pas de preuves que les enfants bénéficiant de bons d'études obtiennent de meilleurs résultats.

## La doctrine adéquate

Les gourous de la nouvelle doctrine adéquate proposent carrément de généraliser le bon d'études à l'ensemble des écoles québécoises. Ils prétendent, ce faisant, imiter l'Ontario qui aurait «entrepris de mettre en place le régime de bons d'études». Cela est inexact.

Ce qui se passe en Ontario est bien différent. Devant la résistance farouche de nos voisins ontariens à tout financement public de l'école privée, Mike Harris a introduit, à l'instar de certains Etats américains, un crédit d'impôt permettant une déduction partielle

des droits de scolarité payés à une école privée. Ce que l'ADQ oublie, c'est que le Québec est la société en Amérique du Nord où le financement public de l'enseignement privé est le plus généreux.

En fait, l'ADQ double radicalement Reagan, Harris et Klein sur leur droite en proposant de financer l'école privée à près de 100 %; le financement public passerait ainsi de 325 millions pour les écoles primaires et secondaires privées à près de 500 millions. Il n'est pas surprenant que le projet soit emprunté au défunt Mouvement pour l'enseignement privé qui, dès la fin des années quatre-vingt, proposait la mise sur pied d'un projet-pilote dans la région de Sherbrooke. C'est d'ailleurs une idée que la porte-parole du parti en matière d'éducation a repris à son compte; mais ce petit recul stratégique ne change rien aux enjeux fondamentaux soulevés.

## Réalité déformée

Pour arriver à leurs fins, les porte-parole de l'ADQ déforment la réalité éducative québécoise. Ainsi, le président de la Commission des jeunes affirme: «Ce ne sera plus un fonctionnaire qui vous dira où faire instruire vos enfants.» Poursuivant sur le même thème, il ajoute: «Le fait d'accorder actuellement le monopole au système public crée une seule façon d'éduquer». On oublie que la Loi sur l'instruction publique reconnaît aux parents le choix de l'école, que l'enseignement privé est grassement subventionné et que l'école publique offre déjà une grande diversité de projets éducatifs.

Affirmer que le régime proposé vise à «démocratiser le système d'éducation» est un contresens. Financer l'école privée à près de 100 %, tout en lui permettant d'exiger des frais supplémentaires et de sélectionner ses élèves sur la base des résultats scolaires, aurait des conséquences catastrophiques sur le caractère démocratique de l'éducation québécoise.

La généralisation des bons d'études ferait primer les intérêts privés sur l'intérêt public. Ils offriraient une subvention supplémentaire aux familles les plus fortunées et permettraient à certaines écoles de renforcer leur caractère sélectif et discriminatoire. Enfin, ils laisseraient à l'école publique ordinaire le fardeau de la scolarisation des plus pauvres et des élèves en difficulté. Belle conception de la démocratie.



Michel Venne

## Étouffer le Québec

Dans 65 pays du monde, quelque 2250 spécialistes et universitaires répartis dans une quarantaine de disciplines ont fait du Québec, l'un de leurs champs d'étude, de publication et d'enseignement.

A Moscou, par exemple, l'Université d'Etat des sciences humaines de Russie a ouvert en 1996 un Centre d'études sur le Québec en association avec des professeurs de l'Université Laval. L'un des programmes du centre s'intitule: «L'histoire, la culture et les archives de l'Amérique francophone: la civilisation québécoise au passé et au présent». Une douzaine de nouveaux étudiants s'y inscrivent chaque année pour une formation qui inclut des cours de français et de littérature québécoise. Le centre accueille aussi des étudiants d'ici et abrite une bibliothèque d'ouvrages québécois offerts par l'Association internationale d'études québécoises (AIEQ).

Le président de cette association est un Allemand, Ingo Kolboom, un ami et un formidable ambassadeur du Québec, qui enseigne à l'Université de Dresde. L'Allemagne est devenue, en passant, le deuxième partenaire commercial du Québec après les Etats-Unis. Quelque 60 % des 750 membres de l'association travaillent à l'étranger, constituant un réseau qui favorise le rayonnement du Québec mais en même temps l'ouverture des Québécois sur le monde. L'AIEQ existe grâce à un soutien du ministère des Relations internationales du Québec. Stéphane Dion aurait voulu que cette association ne voie jamais le jour.

De son côté, l'Agence Québec-Amérique latine pour la jeunesse organise, depuis peu, à l'exemple de l'OFQ pour la France et l'AQWB pour la Belgique, des stages et des échanges entre les étudiants québécois et ceux d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. A l'heure où l'on négocie la création d'une zone de libre-échange des Amériques, ces relations sont une nécessité, et ce, autant pour nous que pour les étrangers avec qui nous établissons ces contacts.

Dans l'édition 2003 de *L'Annuaire du Québec* qui sera publié bientôt (excusez la promo, je n'en prendrai pas l'habitude), la directrice du groupe de recherche sur les transferts culturels à l'université Rio Grande do Sul, au Brésil, Mme Zilá Bernd, écrit ceci: «L'ouverture du Brésil vers la francophonie américaine au début des années 80, à l'occasion des premiers stages organisés par le ministère québécois des Relations internationales, fut une bouffée d'oxygène [...]. L'option pour le Québec, sa culture et sa littérature a plongé d'emblée les chercheurs du Brésil dans un univers culturel pluriel, multiple et hétérogène qui a permis l'ébauche d'un dialogue, créant par la suite un espace privilégié de réflexions et d'échanges [...]».

À l'heure de la mondialisation, la présence du Québec à l'étranger est indispensable pour faire connaître notre culture et l'enrichir autant que pour ouvrir des marchés en attirant des investisseurs ou en faisant la promotion de nos produits et de nos compétences. Le réseau de délégations du Québec à l'étranger sert ces intérêts multiformes.

Vendredi, le ministre le plus puissant, qui se révèle en même temps l'un des plus obtus, du gouvernement fédéral, John Manley, a suggéré au gouvernement québécois de fermer ses bureaux à l'étranger et d'utiliser les budgets pour financer la santé au lieu de réclamer d'Ottawa un nouveau partage des revenus provenant de nos taxes et de nos impôts.

L'Ecosse, qui n'est pas un pays, dispose d'un réseau d'une cinquantaine de bureaux dans le monde, financés à même la subvention versée par le gouvernement britannique qui tient lieu de budget du gouvernement régional écossais. La Catalogne, qui n'est pas un pays non plus mais une région d'Espagne, a mis sur pied un réseau de représentations aussi imposant. Nous ne sommes pas plus bêtes que les Écossais et les Catalans. Nous savons, dès lors que nous formons une nation, que l'on est toujours mieux servi par soi-même pour parler en son nom et pour veiller à ses intérêts.

Les propos de John Manley reflètent fort bien la situation intenable dans laquelle se trouve le Québec. Ottawa dit: si vous manquez de fonds pour payer ce que coûtent les services de santé, coupez toutes les autres activités. Aujourd'hui, c'est: fermez vos délégations à l'étranger. Demain, ce sera: fermez votre ministère de la Culture, cessez de soutenir votre littérature et votre télévision, arrêtez de développer l'industrie du multimédia, abolissez les institutions québécoises qui s'occupent de recherche, de science, de développement régional et, pourquoi pas, le ministère de l'Environnement.

Je note en passant que la proposition de Jean Charest, qui consiste à augmenter les budgets de la santé et de l'éducation, de réduire les impôts et de geler les budgets des autres ministères, aurait exactement le même effet.

Le déséquilibre fiscal se transforme peu en peu en étranglement fiscal. Un jour, si ça continue, le Québec ressemblera à une grosse régie régionale de la santé, incapable de consacrer des sommes suffisantes aux autres missions de l'Etat. Les autres provinces pourront peut-être s'en accommoder, quoi que ce ne soit pas certain. Mais l'Etat du Québec, qui est responsable de la seule majorité de langue française en Amérique, ne peut pas accepter cela.

Michel Venne est directeur  
de L'Annuaire du Québec, chez Fides.

vennem@fides.qc.ca

Lettre au premier ministre Bernard Landry

## Les bureaucrates étrangent la Gaspésie

GASTON LANGLAIS,  
L'Action des Patriotes gaspésien(ne)s.

Monsieur le premier ministre, La très grande majorité des Québécois reconnaissent certainement en vous une valeur authentique sur laquelle ils pourraient compter. Les sondages des derniers mois tendent à nous démontrer que les électeurs de cette province se préparent plutôt à combattre un système qu'ils ne peuvent plus priser. Au lendemain du prochain rendez-vous électoral, la manchette des grands quotidiens pourrait bien s'écrire «La révolte du peuple québécois».

Commencée vers la fin des années soixante, la domination des bureaucraties fédérale et provinciale s'est enracinée progressivement, jusqu'à provoquer aujourd'hui l'écœurement total de la population. Au Québec, au cours des trente dernières années, le Parti libéral et le Parti québécois se sont partagé l'exercice du pouvoir à parts égales. Abstraction faite de l'option constitutionnelle, les deux formations politiques présentent toutes les caractéristiques de frères jumeaux.

Au milieu des années 70, la faiblesse de l'appareil politique qui n'a cessé de ramollir depuis, a fait en sorte que l'administration des affaires de la Nation a glissé aisément sous la férule de la haute fonction publique. Complètement hors de contrôle, la bête débridée est sans responsabilité aucune. La fonction publique puise sa force dans la faiblesse de l'appareil politique.

Une telle situation complique aujourd'hui l'exercice de la démocratie. En Gaspésie, nous avons l'impression de vivre dans un véritable Etat policier. Si

l'on ajoutait à la grande variété de «policiers» québécois, tous ceux qui font partie du détachement fédéral, c'est environ quatre fois plus de soldats, dans un calcul proportionnel, que n'en disposait Staline pour contrôler efficacement le peuple soviétique. Il faut ajouter encore que l'arsenal des moyens de communication et de transport dont bénéficient aujourd'hui les nombreux officiers gouvernementaux, n'a aucune commune mesure avec celui mis à la disposition du chef bolchevique.

## Bonne volonté, mais...

Votre prise de position en faveur du développement économique de notre région transpire la bonne volonté. Cependant, votre degré de confiance dans un système insolent, aux actions invariablement stérilisantes pour la région gaspésienne, explique les minces résultats de vos interventions. Vous avez également commis l'erreur d'associer le terme gestionnaire à celui de leader. Nos élus locaux se retrouvent, pour la plupart, actifs dans les nombreuses structures fabriquées par le gouvernement du Québec. Ils sont certes de bons, sinon d'excellents gestionnaires bien impliqués dans leur milieu. Nous avons de l'eau potable en abondance. Les déchets domestiques sont ramassés avec la régularité de l'horloge. Les routes et les rues, bien entretenues, nous permettent de circuler aussi librement en hiver qu'en été.

Nos élus locaux s'acquittent bien de leur tâche et c'est précisément le mandat que nous leur avons confié. Cela n'en fait pas pour autant des leaders de l'économie. Le gouvernement du Québec est bien le seul à essayer de se convaincre qu'en Gaspésie, un gestionnaire est automatiquement un leader. Un leader est une personne qui fait les bonnes choses alors

qu'un gestionnaire est une personne qui fait bien les choses. La nuance est de taille.

De plus un leader doit s'engager, il ne lui suffit pas de s'impliquer. La différence entre l'implication et l'engagement est elle aussi très importante. La réponse se retrouve dans votre assiette au petit déjeuner, lorsque l'on vous sert des œufs et du bacon. La poule s'est impliquée alors que le cochon s'est engagé.

## De bons gestionnaires

En Gaspésie, nous avons de bons gestionnaires, impliqués dans leur communauté. La classe que constitueraient des leaders engagés, indispensable au redémarrage de l'économie locale et régionale, n'existe tout simplement pas. C'est ce besoin essentiel que voulait combler l'Action des Patriotes gaspésien(ne)s en proposant une commission de développement économique, aux plus hautes instances politiques du gouvernement canadien et à celles du gouvernement québécois.

Les nombreux organismes que vous soutenez et dans lesquels vous mettez toute votre confiance, ont enfoncé le dada de la concertation depuis belle lurette. Cette table, est précisément ce qu'elle doit être et ce qu'elle sera toujours: Une table de confusion, un forum décapité.

Le refus de votre gouvernement d'apprécier comme il se doit les structures en place, nous indique que notre situation continuera à se détériorer jusqu'à l'effacement complet de toute présence humaine en sol gaspésien. Nous ne pourrions pas porter le blâme de vouloir tenter la chance ultime avec quelqu'un d'autre, et cela dès la première occasion. A moins de changements majeurs, la Gaspésie retournera bientôt à Dame Nature.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (sagie), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau/Julie Carpentier, Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Duclos et Christine Dumaget (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels), à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte, à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marie-Hélène Alarie (secrétaires à la rédaction), Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commis), Claire Pagement, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylaine Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt, L'ADMINISTRATION : Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross, LA FONDATION DU DEVOIR : Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).



# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### OPUS DEI

SUITE DE LA PAGE 1

«Le temps qui passe permet à tous d'être plus sereins et amène à comprendre certaines choses qui ont pu être altérées par les préjugés», a commenté l'ancien baron de la démocratie-chrétienne Giulio Andreotti, depuis toujours proche de l'Opus Dei.

De fait, après la béatification de Balaguer, accompagnée du travail de ses «fils» et de l'appui de Jean-Paul II, l'odeur de soufre et le parfum de scandales qui, depuis la fondation de l'Œuvre en 1928, entouraient l'organisation se sont estompés. L'époque où, en 1986, le Parlement italien évoquait l'interdiction de l'organisation en tant que «franc-maçonnerie blanche», voire de «sainte mafia», semble révolue. Quant aux critiques de l'association des «familles frappées par l'Opus Dei» et d'une responsable repentie qui dénonçait il y a quelques années une forme d'endoctrinement sectaire, d'organisation pyramidale et totalitaire, elles ont de plus en plus de mal à trouver un écho.

Malgré les critiques, Karol Wojtyla a constamment soutenu l'Opus Dei, œuvrant à sa banalisation dans l'opinion publique

avant que les membres de l'Opus ne constituent l'un des soutiens essentiels au régime du Caudillo.

Quelques-unes des 999 maximes d'Escriva de Balaguer réunies dans son livre fondateur *El Camino* («le Chemin») invoquent la soumission, l'obéissance, l'élitisme. «Ferais-tu donc partie du troupeau? Alors que tu es né pour commander? Pas de place parmi nous pour les tièdes...», énonce la 16<sup>e</sup> maxime.

#### Sacrifices

Très structurée, l'organisation compte peu de prêtres, des laïcs divisés en «numéraires» (ayant fait vœu de célibat) et «surnuméraires» qui constituent la grande majorité (70 %) des membres. Souvent mariés, ceux-ci doivent, outre leur engagement dans leur milieu professionnel, témoigner de leur foi par des prières et des sacrifices. Notamment financiers, puisqu'ils versent une part importante de leur salaire à l'organisation.

Malgré les critiques, Karol Wojtyla a constamment soutenu l'Opus Dei, œuvrant à sa banalisation dans l'opinion publique.

L'organisation l'avait, il est vrai, appuyé depuis ses premiers pas d'ecclésiastique à Cracovie jusqu'à son élection au trône de saint Pierre en 1978. Son porte-parole, Joaquín Navarro Valls, est aujourd'hui l'un des principaux représentants de l'Opus Dei. Au fil des ans, les membres de l'Œuvre se sont vu attribuer des postes clés à Rome. En particulier au sein de l'influente commission juridique pour l'interprétation du droit canon. Dès 1982, Jean-Paul II a même accordé à l'organisation le statut exceptionnel de «prélature personnelle», c'est-à-dire un diocèse au niveau mondial. «Cette décision a eu deux effets, estime le vaticaniste Giancarlo Zizola, d'un côté, cela a enfin obligé l'Opus Dei à sortir des catacombes, c'est-à-dire à devenir plus transparente. Mais, de l'autre, cela lui a permis de se constituer juridiquement comme une sorte d'Eglise dans l'Eglise.»

### LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de cette sorte de communications de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

«M. Dutil a semble-t-il manifesté une grande préoccupation pour la classe moyenne. Elle est largement partagée par les membres de notre parti. Pour le reste, on unit les forces du changement. Les gens n'ont pas, pour militer à l'ADQ, à prêter un serment d'allégeance sur chacun des paragraphes du programme», s'est borné à répéter Mario Dumont.

A son arrivée au congrès plus tôt dans la journée, Marcel Dutil a critiqué cette mesure du taux unique d'imposition qui priverait le gouvernement de revenus provenant des plus riches de la société. «Le taux unique à 20 %, je pense que ce n'est pas équitable pour l'ensemble de la société, a-t-il déclaré. [...] Qu'une famille qui a des revenus de 35 000-40 000 \$ ne paie pas d'impôt, ce serait tout à fait correct et ceux qui gagnent 200 000 \$ ou plus, qu'ils en paient 40-45 %, ce serait correct aussi.»

L'économiste Yves Séguin, qui a présidé la Commission sur le déséquilibre fiscal et que l'ADQ voudrait bien attirer dans ses rangs, exprime également beaucoup de réserve à propos du taux unique d'imposition. Il qualifie l'idée de «périlleuse» et prône plutôt la modernisation du système fiscal par l'élimination des nombreux abris fiscaux. «C'est une théorie fiscale qui peut paraître attrayante mais qui risque de créer un monstre. Ce n'est pas vrai que les

riches consommeraient tant et tant que la taxe de vente compenserait pour les revenus d'impôts perdus par l'État. C'est une vision de l'esprit. Simplifier pour créer des injustices, moi je débarque», a affirmé au Devoir M. Séguin.

#### Accéder au pouvoir

Malgré cet épineux dossier, Mario Dumont a clôturé le congrès qui s'est déroulé à Drummondville en invitant les quelque 1000 militants présents à travailler d'arrache-pied en vue des prochaines élections. Celui qui démontrait il y a encore quelques semaines une certaine humilité devant l'appui populaire pouvant le mener au poste de premier ministre, a changé de discours. Mario Dumont veut accéder au pouvoir.

«Les adversaires qui laissent courir le bruit il y a quelques années, qu'on ne devrait pas exister, ont une nouvelle chanson: on devrait peut-être faire un stage dans l'opposition. Ce sont des partis qui n'ont pas assez de fierté pour miser sur leurs idées et qui espèrent ramasser le pouvoir par défaut pour qu'on gaspille quatre autres années à ne pas régler les problèmes. Je vais vous dire une chose et je veux que vous m'écoutez bien. Chacun des gestes que je pose chaque jour en préparation électorale, c'est pour gagner l'élection. Rien d'autre!», a lancé le jeune politicien chaudement applaudi.

### BRÉSIL

SUITE DE LA PAGE 1

Un magistrat du TSE a cependant noté au cours d'une conférence de presse à Brasilia que parmi les «plus de 400 000 urnes électroniques installées dans le pays, seules quelque 3000 ont posé des problèmes».

Lula a voté avec un drapeau brésilien sur le bras vers 10h à Sao Bernardo dos Campos (Sao Paulo), berceau des grandes grèves qu'il menait à la fin de la dictature militaire, dans la banlieue industrielle de Sao Paulo.

À l'extérieur du bureau de vote, des centaines de militants s'étaient massés et criaient: «Brésil URGENT, Lula PRÉSIDENT!», le mot d'ordre de la campagne du PT.

Echaudé par trois tentatives malheureuses de se faire élire à la présidence (en 1989, 1994 et 1998), Lula a demandé à ses partisans quelques heures avant le scrutin de «ne pas crier victoire avant l'heure et d'être patients».

José Serra, le candidat du pouvoir, a voté vers 11h à Pinheiros, un quartier chic de Sao Paulo en faisant le V de la victoire.

Souriant et décontracté, le dauphin du président Fernando Henrique Cardoso est arrivé accompagné de sa femme, Monica, une Chilienne qu'il a connue en exil dans les années 1970, pendant la dictature brésilienne (1964-85).

Le président sortant, Fernando Henrique Cardoso, 71 ans, a voté



RICKEY ROGERS REUTERS  
Luiz Inacio Lula da Silva est allé voter avec un drapeau brésilien sous le bras.

dans sa circonscription à Sao Paulo et a déclaré que le prochain président élu ne devra pas craindre d'être impopulaire, après avoir voté dans sa zone électorale, à Sao Paulo (sud-est).

«Le prochain président devra savoir dire oui ou non. Il ne devra pas avoir peur d'être impopulaire s'il le faut», a-t-il déclaré. D'après le président, qui cessera ses fonctions le 31 décembre après deux mandats consécutifs de quatre ans, le Brésil devra continuer à faire des réformes dans le cadre de la démocratie. En ce qui concerne la tempête financière qui secoue les marchés financiers brésiliens depuis mai, date de la montée dans les sondages de Lula, M. Cardoso a fait valoir qu'elle ne concernait pas seulement le Bré-

sil mais «balayait le monde».

Il a dit n'avoir voté que pour des candidats de son parti, celui de la Social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-gauche) lors de ces élections, où les Brésiliens doivent aussi élire, outre leur président, leurs députés fédéraux, les deux tiers de leurs sénateurs, les gouverneurs des 26 États fédérés et du District Fédéral (Brasilia), et leurs députés régionaux.

Le président de la Banque centrale, Arminio Fraga, a prêté serment à son côté que la tempête qui touche les marchés financiers depuis le mois de mai au Brésil se calmerait dès que le nouveau président sera élu.

Pour M. Fraga, il ne faut pas confondre un candidat en campagne et un président élu: «C'est comme le football: une chose c'est l'entraînement et une autre le match lui-même.»

L'armée avait été mobilisée dans onze États fédérés, notamment à Rio de Janeiro et en Amazonie, pour assurer la sécurité du scrutin. Dans l'État de Rio, un dispositif de sécurité sans précédent, avec près de 50 000 soldats et policiers, a été mis en place par les autorités qui redoutent une action des trafiquants de drogue et des évasions en masse dans les prisons. Mais, les forces de l'ordre ont seulement arrêté trois militants faisant de la propagande électorale à moins de 50 mètres des centres de vote, ce qui est interdit.

### DÉSVEAUX

SUITE DE LA PAGE 1

en montrant comment cette perspective anti-évolutionniste s'inscrit jusque dans les plans du futur musée. «Une longue rampe d'accès de 170 mètres va mener du hall au centre de la galerie. Les aires d'exposition seront découvertes à l'avenant, en serpentant, sans perspective hiérarchique.»

#### La quadrature du cercle américain

Rien, et pourtant tout, ne préparait M. Désveaux à ses nouvelles fonctions. Maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, il est aussi membre du Laboratoire d'anthropologie sociale. Sa passion pour l'ethnologie remonte à l'adolescence, à une première lecture marquante: *Tristes tropiques*, de Claude Lévi-Strauss. «Je l'ai rencontré plus tard, alors que je cherchais un terrain d'enquête. Je lui ai demandé si on pouvait encore travailler en Amérique du Nord. Il m'a répondu que c'était possible, mais très déprimant...»

A cause des conditions de vie déplorables et du haut degré d'acculturation des Amérindiens sous nos propres tropiques cancéreuses. L'ethnologie y est tout de même venue. Il a passé deux ans dans l'extrême nord-ouest de l'Ontario, au sein d'une communauté ojibwa, pour y découvrir, entre autres, l'occurrence du mythe du dénicheur d'oiseaux, présent ailleurs, sur presque tout le continent. «En fait, ça n'a pas été déprimant du tout.»

L'ancien élève du marxisant Maurice Godelier vient de publier un «essai d'anthropologie lévi-straussienne» intitulé *Quadratura Americana* (Georg éditeur), où il poursuit l'exploration des pistes défrichées naguère chez les Ojibwa. Le «mégaloculturaliste» qu'il est défend l'idée d'une singularité radicale de l'humanité américaine précolombienne.

«Les sociétés traditionnelles de ce continent s'organisent autour de quatre thèmes élémentaires, dit-il, la naissance, le mariage, la vie quotidienne et la mort. Les organisations sociales s'y réfèrent, comme à des éléments sémantiques. Les organisations sociales procèdent de l'expression de ces quatre éléments. L'ordre social ne reflète pas une adaptation au milieu naturel comme on l'enseigne dans les départements d'anthropologie des universités, mais plutôt une nécessité d'expression du sens.»

#### Un tombeau

L'ethnologue est devenu muséologue après le retrait «à l'amiable» de son ancien professeur du projet Brany. La rumeur médiatisée veut que Maurice Godelier se soit senti un peu «à l'étroit» entre l'administration muséale et la communauté scientifique, finalement assez hostile à une entreprise consacrant la disparition de deux mythes muséaux.

«Comme bien des gens de ma génération, j'étais très triste de l'état du Musée de l'Homme, explique le savant dans la quarantaine pour justifier ce choix momentané de carrière. En faisant mon terrain ethnographique, j'ai

aussi été frustré du point de vue de la culture matérielle. Les Indiens que j'ai côtoyés, tout en étant assez peu acculturés, portaient des jeans et se baladaient en ski-doo.»

Tout «son» projet rappelle les formidables et foudroyantes mutations de l'humanité durant le clin d'œil temporel des quelques derniers siècles. Des premières circumnavigations au World Wide Web, le rouleau compresseur de la modernité a aplani la diversité culturelle de l'humanité. Et le mouvement s'accélère. La moitié des quelque 6000 langues encore parlées dans le monde sont menacées de disparition, selon un récent rapport de l'UNESCO. «Ce musée, c'est un tombeau, un très beau tombeau, consacré à l'ancienne diversité culturelle, au passé de l'humanité», commente le spécialiste.

En vérité, ce passé vit, survit, brûle encore de milliers de cultures. Le secteur muséal canadien est d'ailleurs traversé par des luttes idéologiques menées par les Premières Nations bien vivantes. Pour le meilleur et pour le pire. Avec ses expositions blanchies par les bons sentiments multiculturalistes, le Musée canadien des civilisations se révèle la plupart du temps un «concentré de médiocrité», comme l'a déjà écrit à coups de marteau un chroniqueur du *Globe & Mail*.

Diplomate, M. Désveaux ne juge pas ce cas précis, ni celui du Musée de la civilisation à Québec, tout en pensant que son propre musée sera «très certainement, tôt ou tard», rattrapé par les pressions des revendications identitaires. «Un établissement vit par ses tensions. Ça ne me fait pas peur. Peut-être parce que j'ai fait du terrain et que je connais ces cultures.»

Les tensions entre l'Occident et le reste du monde seront peut-être plus difficiles à supporter. Beaucoup de trésors muséaux proviennent de pillages chez d'anciennes colonies qui commencent à exiger réparation. À elle seule, la Chine réclame un million d'objets à différents musées du monde. Le Musée de l'Homme vient de restituer à l'Afrique du Sud les restes de la *Vénus Hottentot*, du nom cyniquement donné à une femme callipyge trimballée comme une bête dans les cirques britanniques et français au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

«En France, les collections sont inaliénables, commente finalement le gardien des trésors de l'humanité. L'État ne peut se dessaisir d'objets appartenant à son patrimoine, sauf exception, comme dans l'exemple de la *Vénus Hottentot*. Dans ce cas, c'est le Parlement français qui a voté une loi spécifique permettant cette restitution. Les verrous juridiques sont donc très difficiles à lever.»

«D'ailleurs, le problème se pose plus pour l'archéologie que pour l'ethnologie: c'est la question des objets provenant de fouilles non autorisées. Mais il est évident que les sensibilités et, dans une certaine mesure, le droit, changent. Les objets mexicains qui entrent au XIX<sup>e</sup> siècle dans les collections européennes ne pourraient plus quitter le Mexique aujourd'hui. Il faudra donc apporter une réponse politique aux revendications.»

### DUTIL

Tout comme il l'avait fait la veille, M. Dumont a rappelé à ses troupes qu'il ne fallait pas se laisser distraire par les attaques des adversaires. Il faut conserver son énergie pour ratisser les circonscriptions plutôt que de répondre aux invectives.

Mais si M. Dumont se refuse à répliquer aux libéraux et péquistes, il a investi beaucoup d'énergie au cours de la dernière semaine à répondre aux médias qui ont créé, en rapportant les propos de M. Dumont lui-même, une certaine turbulence. Vendredi, Mario Dumont avait même senti le besoin de réaffirmer que «sur le fond des choses» l'ADQ ne reculerait pas. Chose certaine, l'idée du taux unique à 20 % dont le programme prévoit l'instauration au cours du premier mandat est passée à une «orientation».

Devant les militants, aucun détail du programme n'a été présenté. M. Dumont a parlé des grands principes en lançant son slogan que tout doit se faire autrement: mais surtout gagner et gouverner.

Son discours avait toutes les allures d'une séance de motivation pour «secouer les vieilles façons de penser». M. Dumont a également lancé un appel aux citoyens issus du secteur de l'éducation, du réseau de la santé, du monde municipal, de la fonction publique et du milieu des affaires pour travailler à «la rénovation de la maison».

### COUAC

SUITE DE LA PAGE 1

La discussion la plus vive a porté sur un point de sémantique. Devait-on parler de la formation ou de la compétence des infirmières? Question existentielle, s'il en est.

En deux jours, personne n'a soulevé, même incidemment, le problème éthique que pose une réforme du système de santé qui aurait pour effet de permettre à ceux qui en ont les moyens d'être soignés plus rapidement, et éventuellement mieux, que le commun des mortels. Les adéquistes ont continuellement le mot liberté à la bouche, mais l'égalité, en l'occurrence face à la maladie, ne fait pas partie de leur vocabulaire.

En conférence de presse, M. Dumont a expliqué que la question avait été vidée au cours de soirées de discussion à Matane ou Val d'Or. On les devine passionnantes. De toute manière, pour un adéquistes, parler de médecine à deux vitesses est précisément la manifestation de ces «blocages idéologiques» dont leur chef veut guérir le Québec.

◆◆◆

Malgré ces séances de remue-ménages à huis clos, certains n'avaient apparemment pas saisi toute la portée des propositions qu'on leur présentait. Ainsi, un délégué de Westmount a eu la surprise de découvrir que les services cliniques, aussi bien que les services administratifs, pourraient être confiés au secteur privé.

Le document de travail que l'ADQ a rendu public la semaine dernière précisait que, dans tous les cas de figures, la rémunération des médecins demeurerait à la charge de l'État. Cette précision n'apparaît cependant nulle part dans les résolutions qui ont été adoptées.

Pour les délégués, Claude Castonguay et le docteur Réjean Thomas démontraient par leur seule présence leur appui aux positions de l'ADQ. À tel point qu'il n'était pas vraiment nécessaire d'écouter ce qu'ils disaient. Il est vrai que M. Castonguay a dit qu'il fallait respecter la liberté de payer pour des soins de santé, au même titre que celle de choisir une automobile, mais M. Thomas n'a rien laissé entendre de tel.

Le docteur Thomas était plutôt venu plaider en faveur d'un meilleur financement public des cliniques privées comme la sienne. À aucun moment, il n'a laissé entendre que les sidéens qui fréquentent sa clinique du centre-sud de Montréal devraient payer de leur poche. Au contraire, le «vrai privé» proposé par l'ADQ le rendait très sceptique. En toute justice, il faut reconnaître que la question du financement du réseau public a suscité certaines inquiétudes. Comment maintenir la qualité des soins, si la proportion du budget consacrée à la santé est gelée à 40 %? D'ailleurs, comment maintenir ce gel, si les quotas actuels sont levés et qu'on augmente le nombre d'infirmières? Cette dernière question a été vite réglée: «Plus d'infirmières, moins de fonctionnaires.» Ovation.

◆◆◆

Il faut dire que l'ADQ a trouvé dans la personne du docteur Stephen Morgan un homme qui a répondu à tout. De toute évidence, il est assez peu habité par le doute. S'il semble avoir inspiré des sentiments partagés à ceux qu'il a côtoyés, tous s'accordent à dire que c'est un fonceur.

Il est bon pour un chef de parti de savoir s'entourer de gens qui ont des idées. Indéniablement, Mario Dumont est un jeune homme intelligent et talentueux, mais ce n'est pas un penseur et il donne parfois l'impression de tomber sous l'influence de gens qui l'engagent dans des voies hasardeuses.

Lors de la fondation de l'ADQ, en 1994, un curieux personnage du nom de Moncef Guitouni l'avait convaincu de proposer aux immigrants une sorte de «contrat social», qui les engagerait à «s'établir, vivre et prospérer en français au Québec». La réaction avait été un mélange de fou rire et d'indignation.

Plus récemment, l'ancien président de la Banque Nationale, Léon Courville, a sans doute renforcé son aversion naturelle pour la bureaucratie. Je ne sais pas si on lui doit la proposition de *flat tax*, mais d'autres économistes très en vue ont apparemment convaincu le chef d'effectuer le repli stratégique de la semaine dernière.

Il est à souhaiter que le politologue Guy Laforte, qui n'a rien d'un réactionnaire, exerce également une influence modératrice. Il est pour le moins paradoxal que M. Laforest, dont la contribution au débat public a été de nature essentiellement constitutionnelle au cours des dernières années, accède à la présidence de l'ADQ au moment où Mario Dumont clame bien haut son désintérêt pour la question. Il semble avoir réussi à concilier ses convictions avec ce qu'il appelle le pragmatisme de son chef, mais je dois confesser que son «patriotisme de responsabilité» me laisse assez perplexe.

[mdavid@ledevoir.com](mailto:mdavid@ledevoir.com)